

N° 51 | DU VENDREDI 17 AU JEUDI 23 DÉCEMBRE 2010

BAKCHICH

SATIRE JUSTE

HORTEFEUX TU NOUS LES BRICE



LA POLICE
NE MENT PAS

IMPOSTURE

**BHL, maître
des élégances**



PATRICK OUART DANS LA BENNE DE GUÉRINI

L'ancien conseiller justice de Nicolas Sarkozy, Patrick Ouart, est soupçonné d'être à l'origine de l'enquête qui fait trembler la classe politique marseillaise.

JUSTICE

**L'inspection du
travail aligne TF1**

Et sur Internet
BAKCHICH
.Info

L 13723 - 51 - F: 1,50 €





CÔTE D'IVOIRE, LA DÉMOCRATIE EMPOISONNÉE

Sur le trottoir de *Bakchich*, où nos journalistes fumeurs attrapent cancer et pneumonie, on ne rencontre personne souhaitant partir en vacances avec Laurent Gbagbo. Est-ce pour autant – la « communauté internationale » l'affirme – que ce tyran ordinaire a perdu les élections en Côte d'Ivoire? Venues de Bouaké ou d'Abidjan, toutes les informations sont à mettre dans la poubelle de l'Histoire et celle des bulletins truqués. Il faut avoir l'acuité de monsieur Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, pour désigner sans se tromper le vainqueur de ce combat de tricheurs.

Adoubé par un président noir américain et par un chef onusien coréen, Alassane Ouattara peut affirmer qu'il n'est pas l' élu du pouvoir blanc. Pourtant, cent cinquante ans après la « conquête » des royaumes Baoulé, Warébo ou Faafoué par Treich-Laplène, la Côte d'Ivoire reste prisonnière d'un système où le néocolon ne règne plus sur les « indigènes », mais maîtrise leurs ressources. En élisant, non par la vérité des chiffres mais « à l'estime », le vainqueur d'une farce électorale, les maîtres du monde, ceux du Nord, viennent renforcer en Afrique l'inextinguible pouvoir du grand frère blanc.

Se souvient-on que, contre Al Gore, vainqueur du scrutin, la Cour suprême américaine a désigné Bush président? Et l'ONU n'a pas protesté. Pas plus, à l'instant même de cette élection organisée en Côte d'Ivoire, contre le grotesque plébiscite qui, en Égypte, a fait d'un odieux rais un roi. Mais Moubarak et son fils, désigné successeur, sont deux œufs couvés par Israël et l'Amérique. A-t-on vu encore la communauté internationale valider le scrutin, pourtant honnête qui, en Palestine, a porté le Hamas au pouvoir? Quand la démocratie n'est que le masque de l'arrangement, on l'empoisonne *

JACQUES-MARIE BOURGET

“ **La réforme consistera (...)
à ce qu'on ait travaillé deux ans de plus
sans gagner plus.** ”

Nicolas Sarkozy, mardi 14 décembre, en déplacement dans l'Eure, à propos de la réforme des retraites menée par son gouvernement.

COULISSES



LE FLIRT BOLLORÉ-DELANOË

Parmi les grands patrons, Bertrand Delanoë partage un nouvel ami commun avec Nicolas Sarkozy: Vincent Bolloré. Sauf surprise, le 16 décembre, l'industriel breton devait être désigné par Paris et plusieurs villes de banlieue pour mettre en place Autolib'. Ce système de voitures électriques en libre-service devrait coûter au moins 35 millions d'euros aux Parisiens en mise de départ. Et peut-être plus au fil du temps, car il n'est pas du tout certain que ce projet compliqué s'autofinance et permette à l'industriel de couvrir ses investissements (fourniture de 3000 voitures, etc.).

Dans ce dossier, Bolloré a beaucoup moins d'expérience que les deux autres candidats (SNCF-RATP-Vinci-Avis et Veolia) mais il fait une bonne affaire. Grâce à Paris, il va pouvoir lancer la production à grande échelle de sa voiture électrique. D'aucuns, à gauche, y voient un renvoi d'ascenseur entre Sarko et Delanoë, après le deal entre la Ville de Paris et l'UMP

au sujet du procès Chirac. En tout cas, l'arrivée du yachtman Bolloré sur la scène parisienne coïncide avec la disgrâce d'Arnaud Lagardère.

LAGARDÈRE HORS JEU

Ce dernier n'a plus la cote à Paris, ni auprès du gouvernement. Le 24 novembre, il a pris une déculottée devant la commission départementale des sites, composée d'élus parisiens et de représentants de l'État. L'instance, comptant des élus de droite, lui a refusé le droit de couvrir une demi-douzaine de courts de tennis dans son club sportif très chic de la Croix-Catelan, situé en plein bois de Boulogne. *Bakchich* avait raconté comment Lagardère avait fait des pieds et des mains auprès du gouvernement pour tenter d'attendrir le jury. Le score a été sans appel: treize membres de la commission se sont abstenus, neuf ont voté contre et aucun pour Lagardère. La vie est parfois cruelle, même pour un « frère » du Président *

ALCESTE

DÉJÀ UN NOUVEAU COUAC!



LES TROPHÉES

Le crooner de la semaine

On a vu, cette semaine, **Vladimir Poutine** jouer l'*entertainer*. Lors d'un gala de charité donné à Saint-Petersbourg, le chef du gouvernement russe est monté sur les planches et, avec la décontraction naturelle qui est la sienne, a enflammé le public présent dans la salle. D'abord avec une interprétation magistrale de *Blueberry Hill* au piano – avec deux doigts – puis en chantant le même titre, avec un accent à couper au couteau. Pour l'applaudir, apparemment conquises par tant de talent à l'état brut, des stars, rien que des stars : Gérard Depardieu, Sharon Stone, Vincent Cassel, Monica Bellucci, Kevin Costner, Alain Delon, Kurt Russell... Est-ce déplacé de demander combien chacun des VIP a palpé pour feindre la joie lors de ce grand moment tragi-comique?

L'amende de la semaine

Pour faire passer aux Suisses l'envie de manifester, la police helvète a inventé de nouveaux libellés pour punir les éventuels manifestants. Ainsi, s'il vous prenait l'envie de réclamer, dans la rue, une retraite à 32 ans ou des comptes offshore pour tous, les flics pourraient vous reprocher de vous « **être attardé inutilement sur la chaussée** » ou vous punir pour « **entrave au trafic** ». Fallait y penser *

Avis judiciaire

Par jugement du 17 novembre 2010, le tribunal de grande instance de Paris (chambre civile de presse) a condamné Xavier Monnier, en sa qualité de directeur de la publication de l'hebdomadaire *Bakchich Hebdo* et de la société Groupe Bakchich, éditeur, pour avoir diffamé le prince de Monaco, Albert Grimaldi, dans un article publié dans l'édition du 15 mai 2010 intitulé « Monaco grand prix du scandale », et annoncé par ce titre: « Monaco, le prince poursuivi par son ancien barbouze » *



UNE MARINE SANS VOILE

POUR TOUJOURS ET À JAMET

Inclassable et décapant, l'écrivain et journaliste Dominique Jamet a notamment collaboré à *l'Aurore*, *le Quotidien de Paris* et *Marianne*.

Is la guettaient au tournant, elle n'a pas manqué le rendez-vous. En comparant l'occupation de quelques rues, chaque vendredi, par des fidèles en peine de mosquée à l'occupation allemande, la fille du chef, plus Le Pen que Marine, se serait dévoilée et, le masque jeté, sous un visage plutôt avenant aurait réapparu le mufler de la bête immonde. Dérapage inqualifiable, ont-ils dit aussitôt. Soit. Mais par rapport à quoi, et par rapport à qui?

Pour ce qui est du fond et de la manière, le propos de Marine Le Pen s'inscrit à l'évidence dans la continuité de son père et de son parti. Pour ce qui est de la cible et de la circonstance, prenant la parole sur les terres de son adversaire Bruno Gollnisch, Marine Le Pen, soupçonnée de mollesse et de compromission, s'est souvenue que pour être la candidate légitime de son mouvement à la présidence de la République, il lui fallait obtenir les suffrages d'une

SOMMAIRE



APÉRO LES FAITS SAILLANTS DE L'ACTUALITÉ

P. 3 TF1 maltraite ses employés. Selon l'inspection du travail, sur la Une, la gestion des ressources humaines laisse plus qu'à désirer.
P. 3 Marseille, affaire Alexandre Guérini, champion des déchets. Ça sent mauvais jusqu'à Paris.



FILOUTERIES NOS ENQUÊTES ET NOS DOSSIERS

P. 5 Entre policiers et juges, rien ne va plus! Halte au feu!
P. 6-7 BHL, roi de l'entre-soi et pape de la médiacratie. Décryptage d'un système bien huilé.
P. 8 Jean-François Copé s'éclate comme un fou à la tête de l'UMP. D'abord en dégommant son prédécesseur, Xavier Bertrand.



BAZAR ENVIRONNEMENT, MÉDIAS, CONSO, SPORT, PIPOLES...

P. 9. Liberté pour les « Cinq »! Cinq agents cubains luttant contre le terrorisme croupissent dans les prisons de Floride. Retour sur une des grandes injustices de la décennie.
P. 10-11 Petit tour sur la planète des prud'hommes. Plongée dans une juridiction, bouée de sauvetage pour salariés en dérive.
P. 12 Question précarité, on sait y faire, au ministère de la Culture.



CULTURE BOUQUIN, CINÉMA, MUSIQUE, BÉDÉ...

P. 13 Dernière rencontre avec l'insaisissable Romain Gary.
P. 14 Banksy, roi british de l'art urbain, a réalisé un film déroutant et hilarant sur lui-même.
P. 16 Portrait de Yann Favennec, député accro aux réseaux sociaux.

majorité de militants. Elle devait donc donner un gage retentissant à la fraction la plus dure de son mouvement et, au-delà de ce public restreint, à la clientèle habituelle du FN. Oui, il y a eu provocation, et même délibérée. Mais jamais dérapage ne fut plus contrôlé, et nous en verrons sans doute bien d'autres.

Les raisons qui, depuis vingt-cinq ans, ont enraciné le FN dans notre paysage politique sont-elles moins fortes aujourd'hui qu'hier? D'autres raisons ne sont-elles pas venues s'y ajouter? Siphonné en 2007 par Nicolas Sarkozy, le Front national apparaît aujourd'hui en mesure de rendre la politesse à l'UMP et peut-être de mordre sur un électoralat nouveau. En ces temps de malheur, il y a trop de gens qui souffrent, trop de gens qui restent sur le bord de la route, trop de gens qui traversent l'hiver avec des pneus lisses, et qui sont bien capables, eux aussi, de déraiper *

Quand TF1 maltraite ses SALARIÉS

ENQUÊTE Le PDG de la Une, Nonce Paolini, a reçu un rapport bien senti de l'inspection du travail, où l'on apprend que TF1 ne gâte pas ses employés. La justice va être saisie.

C'est un document de 13 pages, daté du 10 décembre, émanant de la 24^e section de l'inspection du travail des Hauts-de-Seine. Il est adressé au PDG de TF1, Nonce Paolini, en personne. Son objet est limpide: « *Mise en danger de la vie d'autrui. Non-respect des dispositions du Code du travail relatives à la santé, la sécurité et les conditions de travail des salariés, la durée du travail, au fonctionnement régulier des institutions représentatives du personnel, et au droit syndical.* » Pour celui qui fut élu meilleur DRH de l'année 2000, l'accusation est cocasse.

Depuis un an, l'inspection du travail enquête dans les locaux de TF1, situés quai du Point-du-Jour, à Boulogne-Billancourt (92). Des visites parfois imprévisibles, parfois prévues. Mais, à chaque fois, des informations glanées sur les libertés prises par les dirigeants de la Une avec la loi. Autant de flagrants délits qui constituent, pour l'inspection, un épais dossier bientôt transmis au parquet de Nanterre. Ici, un « *signalement relatif au délit de mise en danger de la vie d'autrui* », là, un procès-verbal pour « *discrimination syndicale* »... Les accusations sont légion et les arguments courent du plus général au plus détaillé.

SYMPTÔMES DE DÉPRESSION

Citant le bilan 2008-2009 de l'observatoire du stress mis en place par la direction de TF1, l'inspection explique que 31 % des salariés du groupe présentent des symptômes d'anxiété (environ 1000 personnes), que 13 % ont des troubles anxieux graves, que 10 % présentent des symptômes de dépression et que 3,4 % (soit environ une centaine d'employés) souffrent de dépression « *quasi avérée* ». Selon l'inspection, « *les risques psychosociaux sont bien réels dans l'entreprise* ». Voilà pour le décor.

Vient ensuite le cas du service de vidéo-mobile, un secteur clé pour une chaîne qui, comme TF1, produit des émissions d'informations. Pour l'inspectrice du travail, « *le rythme et la durée du travail* » y sont « *excessifs* », les salariés sont en état d'« *épuisement moral* » en raison notamment du « *manque de reconnaissance et du déni de leur travail réel* ». À lire le

document, on apprend que les chefs de ce service refusent le dialogue social et n'ont pas consulté le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, conformément aux dispositions légales, avant de réorganiser le pôle de la vidéo-mobile. Sans ambages, le document conclut que ces salariés sont mis « *en danger* ». Ni plus, ni moins.

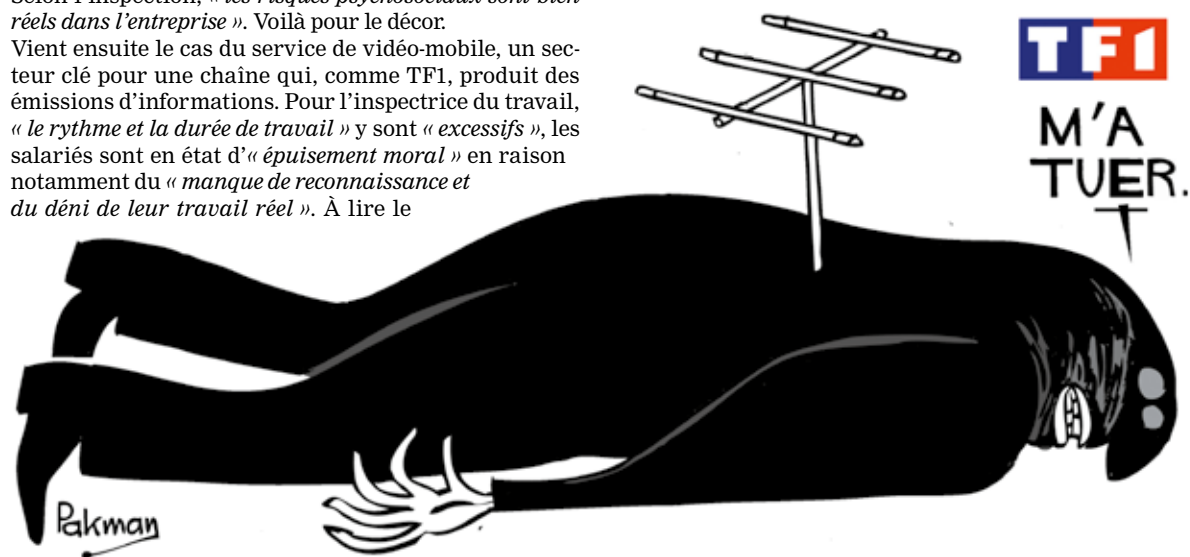
« HARCÈLEMENT MORAL »

La missive poursuit et dénonce des « *manœuvres de déstabilisation psychologique pour se débarrasser du principal "gêneur": le responsable du syndicat CGT pour le groupe TF1* ». « *Mise au placard, remise en cause récurrente et sans fondements de ses compétences professionnelles, manifestations récurrentes de défiance et accusations injustifiées, comportement hostile et propos agressifs...* » Pour le dire plus clairement, l'inspection parle même de « *harcèlement moral* ».

Ironie du sort, c'est ce salarié qui avait, il y a un an, alerté l'inspection sur les dérives sociales au sein de TF1. En interne, certains crient à la complicité entre la CGT et la représentante de l'inspection du travail, chargée de l'enquête et auteur du courrier. Nul doute que ce document constitue une étape supplémentaire dans le bras de fer du salarié avec la chaîne, son employeur depuis dix-huit ans.

Autant d'éléments que la justice aura le loisir d'éplucher afin de décider s'il y a matière à engager des poursuites. Contactée, la direction de TF1 n'a pas répondu à nos sollicitations *

SIMON PIEL



➔ Le 10 décembre 2010, après un an d'enquête, la 24^e section de l'inspection du travail des Hauts-de-Seine envoie un courrier recommandé au PDG de TF1, Nonce Paolini. L'inspection annonce au boss de la Une qu'elle va saisir le parquet pour un « *signalement relatif au délit de mise en danger de la vie d'autrui* » et qu'elle relève à son « *encontre, par procès-verbal, les délits de discrimination syndicale.* »



MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Monsieur Nonce PAOLINI
Président Directeur Général
Société TF1 SA

Objet : Mise en danger de la vie d'autrui.



CHEF SCOOP

Chaude ambiance à Abidjan

Depuis le deuxième tour de l'élection présidentielle, la Côte d'Ivoire compte deux présidents. À l'hôtel du Golfe, Alassane Ouattara (*ci-contre*), désigné vainqueur par la commission électorale et reconnu comme tel par la majeure partie de la communauté internationale, était encore récemment entouré par les mitrailleuses 12-47 de son rival, Laurent Gbagbo (*ci-dessous*).

Au palais présidentiel, trône, comme depuis dix ans, Laurent Gbagbo, désigné par le Conseil constitutionnel et soutenu par l'Angola, l'Afrique du Sud et la Libye. Ses conseillers insistent sur les fraudes et les violences qui ont émaillé le scrutin dans le nord du pays – avérées par un courrier du chef de mission de l'Union africaine dont Bakchich a pris connaissance. Sans parler des autres fraudes qui ont frappé le sud, la zone pro-Gbagbo...



Surtout, les éminences de Gbagbo s'activent en coulisse pour déjouer l'offensive de la France qui menace de geler les avoirs et d'envoyer devant la cour pénale internationale les gradés restés trop longtemps fidèles à Gbagbo. À Paris, la délégation ivoirienne est allée à la rencontre des Russes. « *Ils négocient des ventes d'actifs en Côte d'Ivoire contre un soutien discret* », assure une vieille concierge des palais africains. Qui ne sait plus où balayer... * X. M.

AFFAIRE GUÉRINI

PATRICK OUART DANS LA BENNE À ORDURES

Nom de code: dossier Guernica. Dès l'ouverture, en février 2009, de l'enquête sur les marchés publics marseillais, gendarmes, parquet et juge d'instruction ont fait preuve d'une belle inspiration. À l'instar du chef-d'œuvre de Picasso, l'affaire qui fait trembler la classe politique marseillaise a de multiples facettes. Appels d'offres truqués, corruption de fonctionnaires, abus de bien sociaux, blanchiment... Des soupçons qui touchent aux milieux politique, industriel et du grand banditisme. Le patchwork qu'aurait tissé Alexandre Guérini, croque-mitaine de la politique locale et cadet de Jean-Noël, tout-puissant président socialiste du conseil général des Bouches-du-Rhône, l'a conduit, depuis le 1^{er} décembre, à la maison d'arrêt de Luynes. Au frais.

COURRIERS ANONYMES

À l'Élysée, la température monte. Car les auditions de Guérini et de sa compagne, Jeannie Peretti, évoquent l'action d'« *un conseiller juridique* » dans le démarrage de l'enquête, notamment l'envoi de lettres anonymes. Madame explique que, après le lancement de l'affaire, toujours sur PV: « *Ce conseiller juridique a fait dire à M. Alexandre Guérini qu'il se dégageait de toute responsabilité (...), car il avait suffisamment de problèmes actuellement.* » Des déclarations qui mettent en cause Patrick Ouart, l'ex-conseiller justice de Nicolas Sarkozy. Durant son passage à l'Élysée, Ouart a eu la haute main sur les nominations des procureurs, de Nanterre

à Paris. En passant par Marseille, avec l'installation, en 2008, de Jacques Dallest, qui a lancé l'affaire Guérini sur la base de... courriers anonymes. « *Je n'ai rien à voir avec cette affaire, orientez-vous vers le procureur* », s'est contenté de répondre à Bakchich l'ancien magistrat, reconverti dans le privé.

GUERRE DE L'EAU

En toile de fond de l'affaire: la rivalité entre Suez et Veolia, deux géants de l'environnement qui se disputent les marchés des ordures de Marseille. Depuis des années, Suez cherche à récupérer les contrats marseillais, contre un Veolia bien en place.

Or la chute de la maison Guérini, provoquée par l'affaire, ne manque pas d'éclabousser Veolia, qui s'est montré particulièrement généreux envers Alexandre Guérini: rachat d'une société pour plus de 1 million d'euros en 1989 quand Guy Dejouany présidait le géant de l'environnement; rebelote, en 2000, pour près de 30 millions d'euros. Le tout assorti d'une amitié de trente ans entre Henri Proglio, ancien boss de Veolia passé à EDF, et « Alex ».

C'est ici que réapparaît Patrick Ouart: ce dernier, après avoir gre nouillé dans le groupe Suez au tournant des années 2000, siège désormais au conseil d'administration de ce groupe.

La guerre des géants de l'eau sera-t-elle la nouvelle facette du Guernica marseillais: une œuvre d'art et un sanglant tableau? *

XAVIER MONNIER



Les échos de Paul Vermus

Ne le répétez pas à mes amis du Flore...

La République est bonne fille. Certes, **Christian Estrosi**, l'ancien ministre de l'Industrie, a été remercié. Il n'empêche que, selon *le Journal officiel* du samedi 11 décembre, le député-maire de Nice vient d'être promu chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur.

Il faut l'entendre pour le croire. **Jean-Louis Debré**, le président du Conseil constitutionnel, imite à la perfection les deux ex-présidents Valéry Giscard d'Estaing, qui se tient à sa droite, et Jacques Chirac, à sa gauche. Des imitations qu'il réalise en petit comité et qui obtiennent un franc succès.

Pierre Charon me précise qu'il n'est pas en froid avec le chef de l'État : « *Je déjeune dimanche avec les Sarkozy... Et si j'ai quitté l'Élysée, c'est pour préparer les élections sénatoriales, puisque je suis candidat.* » On ne demande qu'à le croire.

Il n'y a pas que **Marine Le Pen** à ne pas avoir été invitée sur le canapé rouge de Michel Drucker. Nicolas Dupont-Aignan, Brice Hortefeux, Nathalie Arthaud, qui a succédé à Arlette Laguiller, Philippe de Villiers, Édouard Balladur ou Charles Pasqua sont dans le même cas. Thierry Ardisson vient d'ailleurs de décommander la fille de Jean-Marie, qui devait être l'invitée de son émission *Salut les Terriens* ! sur Canal+. Aucun commentaire de part et d'autre.

Le député villepiniste **Hervé Mariton**, qui milite actuellement pour la suppression du Conseil économique et social, a reçu un petit mot de Sophie de Menthon, la présidente d'Ethic, qui vient justement d'y entrer : « *Je vous l'accorde, jusqu'ici le Conseil économique et social ne servait à rien... Ça va changer !* »

Roland Dumas, après de sérieux ennuis de santé, s'est attelé à quelques confidences personnelles qui éclairent des zones d'ombre d'un fabuleux destin. Il publiera un ouvrage l'année prochaine : *Coups et blessures, révélations sur soixante-dix ans de vie politique*. L'auteur précise qu'il ne s'agit ni d'un livre d'histoire ni de Mémoires, qu'il a déjà rédigés.

Yossi Gal, le tout nouvel ambassadeur d'Israël en France, a pris des cours intensifs et accélérés de français, qu'il a appris à parler couramment en dix semaines... Il était l'invité de Bertrand Delanoë, il y a deux semaines. Pas de doute, Son Excellence maîtrise à la perfection la langue de Molière.

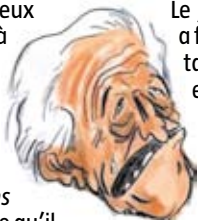
Georges Santer, l'ambassadeur du Luxembourg en France, est un cumard. Il exerce simultanément les mêmes fonctions auprès de l'OCDE, de l'Unesco, de Monaco et du Vatican... Preuve que cette principauté est toujours près de ses sous.

Déjeuner très privé au Fouquet's en l'honneur de **Charles Aznavour**, dont c'était l'anniversaire. Étaient présents Jean Reno, Robert Hossein, Michel Drucker, **Bénabar**... Ce dernier, s'adressant à Aznavour : « *J'ai fait l'erreur de m'afficher avec des hommes politiques, ce que je ne ferai plus jamais.* »

Le journaliste **Jean Montaldo** a fait l'objet d'un sérieux piratage informatique et d'une escroquerie organisée. On a usurpé son nom pour tenter de soutirer de l'argent à ses multiples contacts. L'affaire est entre les mains de la police.

Christophe Girard, adjoint au maire de Paris chargé de la culture, est un homme pressé : il est le premier à avoir envoyé, dès le 6 décembre, ses vœux de bonne année aux médias, en une quinzaine de langues. Une carte représentant un clown et signée Bernard Buffet... Y aurait-il un rapport entre le cirque et la politique ?

Enfin une bonne nouvelle ! Joséphine, la fille de Frédéric Dard et épouse de **Guy Carlier**, a inauguré vendredi, dans le XVIII^e arrondissement de Paris, le jardin San-Antonio. Le gros Béurier risque d'en faire une jaunisse ✱



LES COULISSES DU POUVOIR

Un Hulot vert pour la présidentielle

Nicolas Hulot aurait plus envie de se présenter à la présidentielle qu'en 2007. Mais la méthode qu'il a employée jusqu'ici ne lui permet pas de peser véritablement. « *Son film a été un four, son pacte écologique a amené le détricotage du Grenelle. Il nous a juste évité la nomination de Claude Allègre au ministère de l'Industrie* », persifle un dirigeant des Verts. Toujours dans une bonne ambiance.

Une transparence pas très nette

Quelle ironie ! Au nom de la « *transparence financière de la vie politique* », l'Assemblée nationale a voté une loi pour clarifier la déclaration de patrimoine et de revenus des députés, au début et à la fin de leur mandat. L'objectif : éviter d'éventuels conflits d'intérêts. Seul souci, ladite déclaration n'est pas rendue publique, contrairement à celle des parlementaires européens. De plus, en octobre, l'UMP avait rejeté une proposition de loi qui prévoyait de rendre transparente la liste des donateurs aux partis politiques au-delà de 3000 euros. Un beau pétard mouillé.

Une primaire Royal

Qu'on se le dise, Ségolène Royal entre en campagne pour les primaires socialistes. Le 14 décembre, elle était en visite sur le site de l'ancienne usine Lu à Ris-Orangis, sur les terres de Manuel Valls, autre candidat PS. « *Donner de la visibilité à cette décision va permettre de la faire connaître (...)* des Français qui veulent se faire entendre », justifie Alexandre Godin, directeur de cabinet de Ségolène, dans un message adressé au premier cercle royaliste.

Une connexion illimitée

« *Derrière sa posture libertaire se cache un homme de fond, avec une analyse et un raisonnement profondément intéressants.* » C'est en ces termes que Jean-François Copé, nouveau patron de l'UMP, a qualifié devant des proches le patron de Free, Xavier Niel, actionnaire du Monde mais aussi de *Bakchich*. Copé séduit quand Sarko raille « *le tenancier de peep-show* ». La guerre à droite a de beaux jours devant elle.

Des députés au pain sec

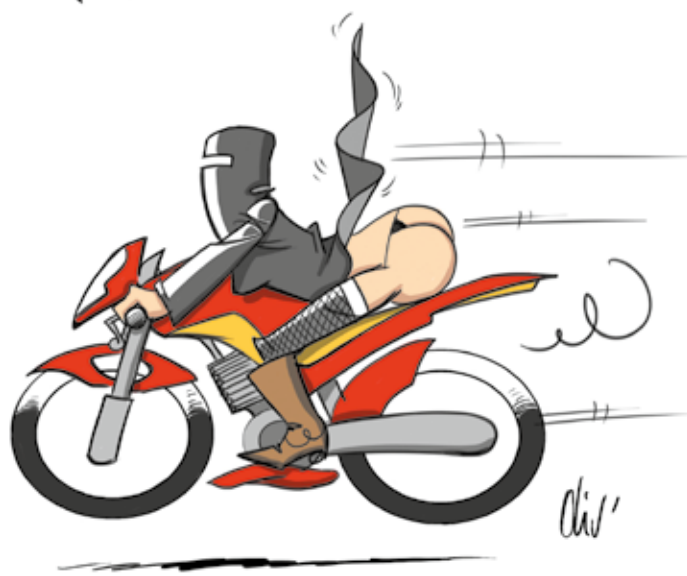
Avec Jean-François Copé aux manettes de l'UMP et Christian Jacob, son lieutenant, à la tête du groupe majoritaire à l'Assemblée, la douzaine de députés sarkozystes se sentent délaissés. Leur petit déj' chaque mardi matin autour du conseiller de Sarko, Olivier Biancarelli, est en passe d'être annulé. Ça sent la tartine brûlée.

Un temps de cerises

Maurice Leroy, ministre de la Ville, vient de débaucher le secrétaire général du groupe communiste à l'Assemblée, Dominique Touraine, pour intégrer son cabinet. Le monde à l'envers ? Avant d'être proche de Pasqua, de Bayrou puis de l'UMP, Leroy est passé par le siège du PCF, place du Colonel-Fabien, dans les années 80, où il rencontra le camarade Touraine, aujourd'hui payé 4500 euros par mois à l'Assemblée. Un proche d'y voir clair dans son jeu : « *Là-bas, il sera parachuté à la tête d'une agence de rénovation urbaine pour être intégré fonctionnaire et s'assurer une gracieuse retraite.* » Merci, patron ! ✱



OUI, ON PEUT CONDUIRE AVEC UN NIQAB...



Duhamelodie

L'info. « L'inoxydable Alain Duhamel », *le Figaro*, 9 décembre.
Le décriptage. Comme l'explique le quotidien, le magazine *Empreintes* de France 5 devrait diffuser, en février prochain, un épisode consacré au journaliste Alain Duhamel, chroniqueur de la vie politique française depuis de longues décennies. Le portrait promet d'être acide. Il est en effet réalisé par Élisabeth Martichoux, collègue de l'intéressé sur RTL, et diffusé par le groupe France Télévisions, employeur de l'éditorialiste de longue date.

Brice contre-feux

L'info. « *Le jugement de Bobigny peut légitimement paraître disproportionné* », Brice Hortefeux cité par l'AFP, 10 décembre.
Le décriptage. Brice, gardien en chef de la maison poulaga, a pris ses airs syndicaux en contestant la décision de justice prise à Bobigny. Les sept policiers ont été reconnus coupables d'avoir menti pour accuser à tort un automobiliste d'avoir renversé l'un d'eux, mais Hortefeux a trouvé le jugement « *légitimement disproportionné* ». Et s'expose du coup à l'article 434-25 alinéa 1 du Code pénal qui punit de « *six mois d'emprisonnement (...)* le fait de chercher à jeter le discrédit [sur] une décision juridictionnelle, de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance ». Bigre ! Et imaginons que la Cour de justice de la République soit saisie, alors le bon ministre pourrait être jeté dans les geôles pour récidive, suite à sa condamnation pour injures raciales. Une condamnation, ça va, c'est quand y en a beaucoup que ça pose problème !

« Le Monde » tacle « Libé »

L'info. « *En France, la presse s'est lentement convertie* », *le Monde* à propos de WikiLeaks, 12 décembre.
Le décriptage. Il arrive aussi que les grands médias se décryptent entre eux. Le quotidien du soir, qui fait partie des journaux choisis par WikiLeaks pour traiter les câbles diplomatiques, envoie ainsi une petite pique à *Libé* et relève que Laurent Joffrin, le directeur de la rédaction, a changé de position sur le sujet. Le 30 novembre, Joffrin considérait dans un éditorial qu'un « *État a le droit de conserver ses secrets de défense, de discuter (...)* dans la discrétion ». Quelques jours plus tard, *Libé* annonçait avoir fait les démarches pour héberger un « site miroir » reproduisant les documents de WikiLeaks pour pallier aux attaques informatiques dont le site d'Assange était victime.

Qui va à la chasse...

L'info. « L'insubmersible M. Charon au Grand Paris », *le Monde*, 5 décembre.
Le décriptage. C'est le ministre en charge du dossier, Maurice Leroy, qui a nommé Pierre Charon comme « *facilitateur* ». Un bon moyen pour l'ex-conseiller de Sarkozy de mener campagne pour devenir sénateur de Paris. Ce que l'on sait moins, c'est qu'alors qu'il était en charge des chasses présidentielles, Charon côtoyait Leroy, réputé pour son coup de fusil... et son amitié fidèle.

Sarko 2.0

L'info. « Nicolas Sarkozy va déjeuner avec des représentants de l'Internet français », *les Échos*, 13 décembre.
Le décriptage. Les invités étaient notamment Jacques-Antoine Granjon (Vente-privee.com), Xavier Niel (Free, actionnaire de *Bakchich*), Jean-Michel Planché (Witbe), Jean-Baptiste Descroix-Vernier (Rentabiliweb), Maître Eolas (blogueur)... Sujets abordés : les lois Hadopi et Loppsi 2. Les mauvaises langues noteront qu'aucune femme digne d'être considérée comme « un représentant de l'Internet » n'a été conviée autour de la table ✱



FAR-WEST Après la condamnation de sept policiers par le tribunal de Bobigny à de la prison ferme, rien ne va plus entre justice et police. Les flics dénoncent des juges qui protègent les délinquants alors que les magistrats veulent faire respecter les droits des prévenus. Tendus.

Coup d'État policier dans le 9-3

Une cohorte de flics, armes à la ceinture, improvisant en fin de journée un blocus du palais de justice de Bobigny avec leurs véhicules de patrouille toutes sirènes hurlantes : on a frôlé le *pronunciamiento* policier, le 10 décembre dans le 9-3 ! La raison de ce quasi-coup d'État ? Quelques heures plus tôt, sept brebis galeuses de la maison poulaga venaient d'être condamnées après avoir accusé à tort un petit délinquant local d'avoir voulu écraser l'un des leurs en voiture. Douche froide. Le tribunal, choqué que les flics marrons aient pu tenter d'envoyer un innocent derrière les barreaux pour de longues années, a voulu une peine exemplaire : de la prison ferme !

HORTEFEUX PYROMANE

Colère chez les bleus de Seine-Saint-Denis, qui cessent les patrouilles et viennent grossir les rangs des émeutiers. Protestation dans les syndicats, où l'on parle de « *fonctionnaires certes en faute mais considérés comme d'excellents professionnels* ». À la main un peu incertaine au moment de signer leurs procès-verbaux quand même ? À peine, pour Brice Hortefeux, qui s'estime lui-même victime d'une erreur judiciaire depuis sa condamnation pour injure raciale. L'ami de trente ans de Sarko considère la décision des juges de Bobigny comme carrément « *disproportionnée* ». Et voilà le premier flic de France qui joue le pompier pyromane. Car, pour rallumer le feu de la guéguerre justice-police dans le 9-3, une étincelle suffit.



ÇA FLINGUE À TOUT-VA

Personne ne sait très bien qui a commencé. Mais, dans le département le plus chaud de France, entre les prétendus « cow-boys » de la police et les soi-disant « juges rouges » de Bobigny, ça tire dans tous les sens. Au départ pourtant, aucun jugement spectaculairement laxiste contre les voyous ou incroyablement sévère contre la police. Juste le sentiment diffus, côté flicards, de ne pas être couverts à tous les coups par les magistrats. « *Ici, les racailles que l'on arrive à interpeller ont inventé une parade antiflic, explique un agent de la brigade anticriminalité. Ils déposent systématiquement plainte contre nous pour violences, ce qui déclenche des convocations à l'IGS [la police des polices, ndlr]. Nous, nous ripostons en dégainant la procédure d'outrage contre eux. Mais on est rarement suivis par la justice.* » Les flics du 9-3 ont même l'impression que les plaintes des voyous sont très minutieusement instruites, alors que les outrages sont rarement sanctionnés. Et les bleus de citer, à l'appui de leur malaise, non pas un dossier de délinquant endurci mais l'exemple récent

du jeune créateur des tee-shirts BAK 93 (Brigade antikeufs 93), poursuivi pour slogan antiflic... avant d'être relaxé par le tribunal de Bobigny, en septembre.

CRISPATIONS MUTUELLES

Depuis un an, le front de la guerre police-justice s'est singulièrement étendu. Première escarmouche, en décembre : la police judiciaire refuse de lancer une vague d'arrestations dans les milieux du trafic de stupéfiants du département, pourtant ordonnée par trois juges d'instruction. Les magistrats ont, il est vrai, poussé le bouchon un peu loin en demandant aux enquêteurs d'accorder aux suspects la présence de leur avocat dès la première heure de garde à vue, comme le prescrit la Cour européenne des droits de l'homme. Tollé des flics contre cette initiative droits-de-l'homme qui ne figure pas encore au code de procédure pénale. Les gentils juges de Bobigny seront d'ailleurs désavoués par le ministère de la Justice. Dans une circulaire aux tribunaux datée du 4 novembre,

que Bakchich a pu consulter, la direction des affaires criminelles et des grâces note que, si la Cour de cassation appelle, elle aussi, à l'assistance de l'avocat dès la première heure de garde à vue, elle a donné au gouvernement jusqu'au 1^{er} juillet 2011 pour modifier la procédure. « *Dans l'attente de l'entrée en vigueur de cette future loi, il importe (...) d'appliquer strictement les dispositions du code de procédure pénal* », observe le ministère. Police-justice : 1-0.

Il y a un mois, nouvelle crispation dans le 9-3 : un individu présenté comme un caïd de la drogue est remis en liberté par un juge des libertés et de la détention. Cris d'orfraies des poulets qui y voient « *une décision démotivante pouvant renforcer le sentiment d'impunité des délinquants* ». Las, un mois plus tard, la chambre d'accusation de Paris, peu connue pour son laxisme, confirmera la décision de Bobigny : les preuves manquent pour accuser à coup sûr cet employé de la mairie de Noisy-le-Sec. Police-justice : 1-1. Flashball au centre *

PASCAL BOVO

FLICS VOYOUS : BRICE DÉVISSE

Une donnée évidente : Brice Hortefeux a un problème avec la justice. Il est le premier ministre de l'Intérieur à trôner place Beauvau bien qu'ayant été condamné pour injures raciales. Aujourd'hui, après avoir protesté contre une décision de justice, l'ami de Sarkozy est à nouveau dans la situation d'un gibier de potence. Passible de six mois de prison.

Après que les magistrats de Bobigny ont condamné sept policiers ripoux à des peines de prison, Hortefeux a jugé bon de soutenir ces délinquants. Une solidarité qui a étonné jusqu'à son collègue Michel Mercier, le tout neuf ministre de la Justice. L'histoire est assez simple. À la poursuite d'une racaille, à Aulnay-sous-Bois, une voiture de police heurte un collègue flic. Au lieu d'avouer l'accident du travail, l'escouade rédige de faux PV décrivant le fuyard comme « *auteur de l'agression* ». Tarif probable pour ce dernier : autour de quinze années de prison. Fidèle à l'exemple donné par Nicolas Sarkozy, la réaction d'Hortefeux n'est pas surprenante. L'idée que nous sommes en guerre contre nos propres délinquants est en vogue. Bien télévisée, elle grignote des voix au FN. Le principe politique qui fait des gendarmes et des policiers des hors-la-loi – au sens qu'ils sont au-dessus d'elle – a créé chez certains fonctionnaires une mentalité digne du Far-West. Et, chaque jour, des policiers violent la loi. Quand un fait divers a lieu, des flics syndicalistes donnent avec autorité leur point de vue. Qui tombe sous le coup d'une triple infraction : viol du secret de l'instruction, viol du secret professionnel, atteinte à la présomption d'innocence.

Qu'importe, à l'antenne, la vision policière s'impose. Ce fut le cas lors des « émeutes » de Grenoble, et aussi, après la mort, sous les balles de gendarmes, de « gens du voyage » à Saint-Aignan ou dans le Var. Impunité qui conforte un vieil adage : « *Il y a deux sortes de Français, ceux qui sont assermentés et les autres* » * J.-M. B.

QUAND BHL

Le 30 novembre, Bernard-Henri Lévy organisait au célèbre Café de Flore une petite sauterie pour célébrer les 20 ans de sa revue, *la Règle du jeu* (lire ci-contre : « Une revue au service de sa majesté »). Cette émouvante cérémonie, où la plupart des patrons de presse et de médias, flattés, avaient accouru, montre le vrai visage de cette icône (lire ci-dessous : « La presse se presse autour du philosophe »).

Philosophe enseigné dans aucune université, intellectuel piégé par un grossier faux – *la Vie sexuelle d'Emmanuel Kant*, signé par un groupe de joyeux drilles sous le pseudo de Jean-Baptiste Botul –, cinéaste de raccroc, journaliste mêlant le vrai, le faux et le vraisemblable, BHL reste un formidable attaché de presse. Sa capacité à rassembler le microcosme prouve que cet imposteur s'impose, aujourd'hui encore, comme le maître des élégances du petit monde parisien, distribuant les bons points (pour DSK) et écartant les mal pensants – comme les journalistes de *Bakchich*, aimablement traités d'« indics ».

Pourquoi un tel suivisme, un tel conformisme dans le Paris intellectuel et médiatique? Par quels tours de passe-passe un BHL, grand pourfendeur de l'Internet, peut-il aujourd'hui accueillir comme des princes quelques-unes des plus belles réussites de ce nouveau monde, dont Xavier Niel, fondateur de Free (lire ci-contre : « *Le Web selon Bernard-Henri* »)? Comment ce grand intellectuel et écrivain qu'est Milan Kundera, pourfendeur du « kitch » qu'il décrivait jadis comme un certain refus de voir « *la merde du monde* », peut-il être l'invité d'honneur de la soirée béachélienne, si beau reflet du kitch justement décrié?

Dans le monde selon BHL, où tout va pour le mieux, personne n'aura l'indélicatesse d'évoquer cette presse désormais sinistrée et balayée par le tsunami de la crise.

Avec BHL, nous voilà plongés au cœur du monde des réseaux qui gouvernent aujourd'hui la production de l'information, avec ses compromissions, ses arrangements et ses lâchetés. Dans ce monde terriblement figé, Bernard-Henri, tigre de papier, joue encore le premier rôle ✱

NICOLAS BEAU

La capacité de BHL à rassembler le microcosme parisien prouve que cet imposteur est et reste le maître des élégances.

LA PRESSE SE PRESSE AUTOUR DU PHILOSOPHE

L'ombre de Sartre et de Simone de Beauvoir, ainsi que celle du directeur général du FMI, planait sur les 20 ans de la Règle du jeu, organisés au Flore par BHL. » C'est Alexis Lacroix qui, pour Marianne2, a vu ces ombres planer le 30 novembre 2010, lors de cette sauterie anniversaire... BHL, Sartre de notre temps? Cette tentative de détournement d'héritage valait bien que le « Tout-Paris » soit invité à la soutenir. Ce n'est pas sur le site du *Bottin mondain* que l'on pouvait trouver le recensement des participants, mais sur le site de la revue *la Règle du jeu*, dans un délicieux article digne de *Gala*, mais d'un *Gala* réservé aux « élites » : « Anniversaire de la Règle du jeu : les dessous de la fête ». Un carnet de bal dont la lecture est vivement conseillée.

Des représentants de la gauche que l'on dit « de gouvernement » (Lang, Jospin, Fabius, Delanoë...) aux ministres ou ex-ministres de Nicolas Sarkozy (Le Maire, Mitterrand, Kouchner), en passant par Cohn-Bendit et Bayrou : tous avaient tenu à ne pas manquer ce rendez-vous historique.

MÉDIACRATIE

Le monde de l'édition était dignement représenté : Jean-Claude Fasquelle (PDG de Grasset, qui publie BHL), Olivier Nora (PDG de Fayard), Olivier Orban (PDG des éditions Plon), Jean-Marc Roberts (directeur de Stock, éditeur de Justine Lévy, fille du philosophe des médias, également présente).

« Quel est le patron de presse qui manque dans le joyeux chaos? » se demande *la Règle du jeu*, tout en donnant la réponse. « Il y a

là, en effet, Franz-Olivier Giesbert, le directeur du Point, où officie BHL. Christophe Barbier, le directeur de l'Express. Voici Jean Daniel (du Nouvel Observateur) qui croise Jacques Julliard [ex du Nouvel Observateur, récemment arrivé à Marianne]. Claude Perdrriel [patron du Nouvel Observateur] qui vient de perdre Denis Olivennes mais qui semble plus jeune et gaillard que jamais. (...) PPDA, venu avec son frère, le nouveau patron de France Culture, Olivier Poivre d'Arvor. (...) Et aussi Étienne Maugeotte, le directeur du Figaro. » Ce n'est pas tout... « Maurice Szafran, le directeur de Marianne, est là. (...) Jean-Luc Hees et Philippe Val arrivent en force mais doivent rester une demi-heure sur le trottoir » avec, notamment, Claude Askolovitch (rédacteur en chef du *Journal du dimanche*).

Une cohorte de chroniqueurs et d'animateurs complétait la galerie : Alexandre Adler, « minci et accompagné de sa femme, Blandine Barret-Kriegel », Caroline Fourest (le Monde, France Culture), Serge Moati, Karl Zéro... Mais aussi Thierry Ardisson et Marc-Olivier Fogiel, qui « se réconcilient dans le froid du trottoir ». On ne saura jamais quels étaient celles et ceux qui, parmi les absents, n'avaient pas été invités, avaient décliné l'invitation ou, simplement, n'étaient pas disponibles à l'instar de Dominique Strauss-Kahn et Anne Sinclair, restés à Washington...

GIROUETTES

Ce soir-là, autour de son royal porte-voix, une « société de cour », généralement peu visible, s'offrait à elle-même le spectacle de son existence.

Se bousculaient donc au Café de Flore aristocrates de haut rang, petits marquis et vicomtesses de la médiacratie, dont certains changent de poste comme on change de chemise – sans doute parce qu'ils sont eux-mêmes interchangeables –, passant indifféremment de l'audiovisuel public à l'audiovisuel privé, d'un hebdomadaire à l'autre, d'un actionnaire au suivant.

IMPOSTURE MONDAINE

Qu'on n'aille pas croire que c'est dans ce genre de soirée que se décide le sort du monde, même si quelques rendez-vous utiles peuvent y être pris. Qu'on ne s'imagine pas que les complicités amicales qui s'y affichent abolissent les rivalités et les querelles. Une société de connivences ne supprime pas les petites différences dont les acteurs de cette société font grand cas en s'agitant à l'intérieur d'un périmètre social et idéologique très étroit.

Quant aux manants qui, il y a encore quelques semaines, manifestaient en France pour la défense de leurs droits sociaux et qui subissent un peu partout les ravages provoqués par la crise financière, qu'ils se réjouissent : la cour qui pense pour eux a bu à leur santé. Ce soir-là, l'imposture était mondaine. Qui peut croire en effet que Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, mais aussi Paul Nizan, auraient participé à ce rendez-vous où se sont précipités les bouledogues et les toutous qui se gardent entre eux pour protéger quelques variétés des opinions dominantes. Celles-là même qu'ils diffusent ✱

HENRI MALER (ACRIMED), maître de conférences à l'université Paris-VIII



↑ BHL, l'entarté de Saint-Germain-des-Prés.

IMPOSE SA RÈGLE DU JE



LE WEB SELON BERNARD-HENRI

Depuis qu'il dispose de la version Web de sa revue *la Règle du jeu*, Bernard-Henri Lévy ne cesse de chanter les louanges de la Toile. Au point d'en devenir l'un des plus fervents défenseurs. Invité le 29 octobre sur Europe 1, la mèche la plus connue de Saint-Germain-des-Prés assurait: « *Sur Internet, je trouve ce que tout le monde y trouve: une liberté de parole absolue; ensuite une rapidité d'action que ne donnent pas les médias traditionnels, et puis une interactivité, un dialogue avec mes lecteurs.* » Tout est dit. BHL ne défend pas Internet, mais son Internet. Car il a bien compris, comme lors de son appel au soutien à l'Iranienne Sakineh, à quel point le Web était une arme de diffusion massive.

BUZZ NÉGATIF

Le gourou 2.0 de BHL se nomme Jean-Baptiste Descroix-Vernier. « *C'est l'homme qui m'a mis sur le chemin d'Internet. Invitez-le, il est formidable!* » expliquait BHL à Europe 1. Patron de la société Rentabiliweb, qui s'est donné pour noble mission de monétiser l'audience en ligne, « JBDV » est un « ami » de BHL. C'est lui qui a construit le site de l'intellectuel. C'est aussi lui qui a lancé le buzz négatif contre la nomination à la tête de l'Unesco de Farouk Hosni, ministre de la Culture égyptien, qui s'était illustré par ses positions anti-sémites. Sa société, dont l'actionna-

riat est composé entre autres de Stéphane Courbit, Bernard Arnault ou François Pinault, a un temps fait son beurre avec des sites pornos. Épinglé par *le Canard enchaîné*, celui que BHL présente comme le chantre du Web vertueux a dû mettre de l'eau dans son vin et se séparer de la plupart de ces sites pourtant très rentables. Mais le philosophe du Flore n'y trouve rien à redire et ne cesse de le défendre contre vents et marées. Quand Mailorama, filiale de Rentabiliweb, provoque une émeute à Paris en promettant la distribution d'argent liquide, dans un unique but marketing, BHL le défend et s'indigne qu'on fasse de lui un « *bouc émissaire* », « *lui dont le credo est celui d'un Internet moralisé dont l'honneur sera de se mettre au service de justes causes* ». Touchant plaider.

« BAKCHICH » ET LA MEUTE

En revanche, comme il l'a confié dans son livre de conversations avec Michel Houellebecq, il se bat contre « *la meute* », dont *Bakchich* a l'honneur de faire partie: « *Bakchich (...) s'est fait une spécialité de diffuser de prétendues informations qui sont, en réalité, des pures diffamations.* » Peu importe que BHL n'ait jamais attaqué notre humble publication pour quelque délit de presse que ce soit: du haut de son magistère, il a décrété ce qui sur le Web sera bon (pour lui) ou pas ✱

SIMON PIEL

UNE REVUE AU SERVICE DE SA MAJESTÉ

Tout le gotha des lettres, des médias et de la politique était là, au Café de Flore, pour célébrer les 20 ans de *la Règle du jeu*. Entre deux discussions de haute volée parmi les grands de ce monde, le maître des lieux a pris le micro pour parler de la Bosnie, l'un des premiers combats de la revue, mais aussi du numéro spécial, orné d'une aquarelle de Martinez et dans lequel Woody Allen, Michel Houellebecq, Christine Angot, Patrice Chéreau, Bob Wilson et d'autres évoquent leur vision des vingt prochaines années.

RELATIONS PUBLIQUES

Fondée en 1990 avec quelques écrivains étrangers comme Susan Sontag, Salman Rushdie, Mario Vargas Llosa ou encore Amos Oz, la publication littéraire de BHL est à l'image de cette

soirée mondaine du 30 novembre. Plus qu'un lieu de débat et de véritable réflexion, elle sert avant tout les relations publiques du médiacrate. Sur le plan international, d'abord. BHL n'a cessé de vouloir agréger des noms étrangers au sien. C'est plutôt réussi. Près d'une trentaine d'intellectuels de Russie, Chine, Tunisie... ont rejoint le comité éditorial et embelli la carte de visite du philosophe. Publiée trois fois par an, *la Règle du jeu* lui permet surtout de flatter, de régler des comptes ou de lancer des campagnes d'opinion. Ainsi, l'architecte Roland Castro et l'avocat Pierre-Olivier Sur, candidat malheureux au bâtonnat de Paris, sont actuellement à l'honneur. Julian Assange, le fondateur de WikiLeaks, est, au contraire, mis à l'index. Parmi les plus grandes indignations du philosophe, la menace de lapidation

pesant sur l'Iranienne Sakineh tient le haut du pavé depuis quelques mois. BHL a volé au secours de Carla Bruni, qui était devenue la cible des médias iraniens depuis la publication de sa lettre de soutien à sa « sœur ». Il y a quelque temps, il s'agissait aussi de sauver le cinéaste Roman Polanski.

AUCUNE PLURALITÉ

« *Derrière le paravent droit-de-l'homme se cache en réalité une vision très idéologique, très proche de celle des Américains et des Israéliens, analyse Richard Labévière, auteur de Bernard-Henri Lévy, ou la règle du Je* (éd. le Temps des cerises). *De façon générale, le pluralisme n'y est pas de mise.* » Et l'avancée du débat philosophique ou littéraire en France, totalement jetée aux oubliettes ✱

PASCALE TOURNIER

LE ROMANQUÊTEUR ENTRE AU « MONDE »

L'histoire des relations entre *le Monde* et BHL est jalonnée de petits et de grands arrangements. Avec les pouvoirs, d'abord. Avec la réalité, ensuite. Sur proposition de Xavier Niel (actionnaire du *Monde* et de *Bakchich*), dixit BHL lui-même, le plus beau décolleté de Paris ne devrait pas tarder à faire son entrée au conseil de surveillance du quotidien de référence. L'accomplissement d'une vie dédiée au journalisme et à l'enquête. Depuis une quinzaine d'années qu'il collabore avec *le Monde*, Bernard-Henri Lévy n'a toujours pas été récompensé du prix Albert-Londres. Un scandale. De l'Afghanistan à la Géorgie, de la Colombie à Israël, du Kosovo à l'Algérie, BHL a été de tous les combats. À le croire, il n'a jamais demandé le moindre sou pour ses longs reportages envoyés au journal, au péril de sa vie. À

chaque nouvelle double page dans *le Monde* signée de sa plume avertie, nombre de malpolis allaient jusqu'à mettre en doute la véracité de ses propos. S'interrogeant sur le fait que ce qu'il présentait alors comme un reportage n'était en fait qu'une tribune de plus dans le salmigondis des opinions. Un « romanquète », persiflaient les plus acerbes. Toujours est-il que l'arrivée du philosophe germanopratin dans l'une des plus hautes instances du groupe Le Monde ne fait pas que des heureux, boulevard Auguste-Blanqui, au siège du journal. Car, comme l'explique le site du *Monde*, les membres du conseil de surveillance du groupe « *fixent la stratégie du groupe et s'assurent de sa bonne marche économique et financière* ». Rien qui ne puisse impressionner BHL ✱ S. P.





KARACHI : CHIRAC ET BALLADUR DANS LE NOIR



UMP

QUAND COPÉ RESSUSCITE LE RPR

Le tout nouveau chef de l'UMP, Jean-François Copé fait table rase du passé. À commencer par l'héritage de son prédécesseur, Xavier Bertrand.

Ce fut une belle réunion... RPR. Eh oui, le conseil national de l'UMP, réuni samedi dernier porte de Versailles à Paris (un lieu symbolique : Chirac y prit le pouvoir en 1976 et Sarkozy y annonça sa candidature en 2007), avait des vieux airs des grand-messes gaullistes d'autrefois. La photo des illustres anciens et la moquette en moins. Et pour cause : le nouveau secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé, a montré du doigt des « dépenses excessives » et a voulu revenir aux fondamentaux : le débat, rien que le débat, tout le débat.

EXIT BERTRAND...

Enfin, ça, c'est vite dit. Car depuis l'arrivée de Copé à la tête du parti présidentiel, il est souvent question d'« ouvrir les portes et les fenêtres » (la phrase fétiche du secrétaire général), mais on se demande si ce n'est pas pour y jeter les importuns. Premier en date des exclus de ce samedi : Xavier Bertrand. L'ancien secrétaire général, redevenu ministre du Travail, où il semble d'ailleurs s'épanouir, a eu droit à une place au premier rang pour ne rien perdre du triomphe de son successeur, mais pas plus. Il aurait pourtant bien voulu causer et avait même demandé un temps de parole à la tribune pour dire que « l'UMP n'est pas une page blanche ». Mais il n'a pas eu le droit de parler. Seulement d'écouter et d'applaudir. C'est vrai que Bertrand n'a pas brillé à l'UMP, mais tout de même.

... ET LES AUTRES

Depuis qu'il l'a remplacé, Copé ne loupe d'ailleurs pas une occasion de dresser l'inventaire, forcément négatif, de son prédécesseur. Il commence par enlever les photos où Bertrand apparaît dans les locaux de la rue de La Boétie. Puis il ricane sur l'objectif de 500 000 adhérents, car, dit-il, on ne sait même pas comment est calculé le nombre d'encartés à l'UMP. Pourtant, sur le site du parti présidentiel (www.u-m-p.org), on comptabilisait, au 13 décembre, 238 164 membres. Il a bien fallu que quelqu'un les compte, à moins qu'il ne s'agisse de chiffres bidons ? Enfin, Copé a enterré le « mouvement populaire », qui était l'autre nom donné à l'UMP par Bertrand. « Il n'y a que Xavier qui l'appelle ainsi »,

avait-il ricané. Le nouveau boss du parti présidentiel a aussi balancé par la fenêtre Nathalie Kosciusko-Morizet et Laurent Wauquiez, qui devaient travailler sur le projet 2012. Ils ont été remplacés par Bruno Le Maire, ministre de l'Agriculture et ex-villepiniste. Un comble !

GARDE-À-VOUS !

Bref, Copé n'y va pas de main morte. Il est en terrain conquis, il sait tout, les autres n'ont qu'à suivre au garde-à-vous. À commencer par ses deux secrétaires généraux adjoints, le libéral Hervé Novelli et le centriste Marc-Philippe Daubresse, tous deux anciens ministres, qui semblent avoir fait vœu de silence depuis qu'ils encadrent (sur les photos) Jean-François Copé. Un autre libéral, Gérard Longuet, déjà excédé de s'être vu promettre par Nicolas Sarkozy un maroquin ministériel qui lui est passé sous le nez, n'a pas non plus parlé porte de Versailles, contrairement à ce qui était prévu. Problème de timing... Du coup, se sont succédés à la tribune Christian Jacob, Bernard Accoyer, Gérard Larcher, Copé lui-même et François Fillon. Une belle réunion RPR, vous dit-on *

AMÉE SONPIPET



SCHIZOPHRÉNIE GÉNÉRALISÉE

L'HUMEUR DE PROBST

Jean-François Probst, ex-conseiller de Jacques Chirac et électron libre de la droite, commente sans langue de bois l'actualité politique.

Que de merveilleuses et passionnantes dualités cette semaine ! Quand on voit le tsar de toutes les Russies, Vladimir Poutine, chanter *Blueberry Hill* devant un parterre de stars à la Delon, Depardieu ou Sharon Stone, ça donne de l'espoir... Il y a chez cet homme deux personnages : celui du politique glissant qui n'hésite pas à envoyer tous ses opposants en prison et celui du romantique amoureux qui pousse la chansonnette.

La Chine et ses dualités ne sont pas en reste. On a remis le prix Nobel de la paix à un héros, un résistant de Tian An Men, qui n'a pas pu venir le chercher puisqu'il croupit en prison. La schizophrénie chinoise fait peur. Elle me fait penser à ces régimes totalitaires qui sourient par-devant et préparent la guerre par-dérrière.

En Côte d'Ivoire, il y a deux présidents. En France, nous avons Fillon et Sarkozy, Martine et Ségolène, Miss Bretagne et Miss Provence. Eux ont Gbagbo et Ouattara. L'ingérence de la France, des États-Unis et de l'ONU est insupportable. Notre Kaiser Sarkoko devrait prendre des cours de géographie africaine. Il se rendrait peut-être compte que, si l'Afrique du Sud, l'Égypte, l'Algérie, l'Angola ou la Libye soutiennent Gbagbo, ce n'est pas pour rien.

Vive l'imprudence de l'Europe ! Van Rompuy, Barroso et compagnie

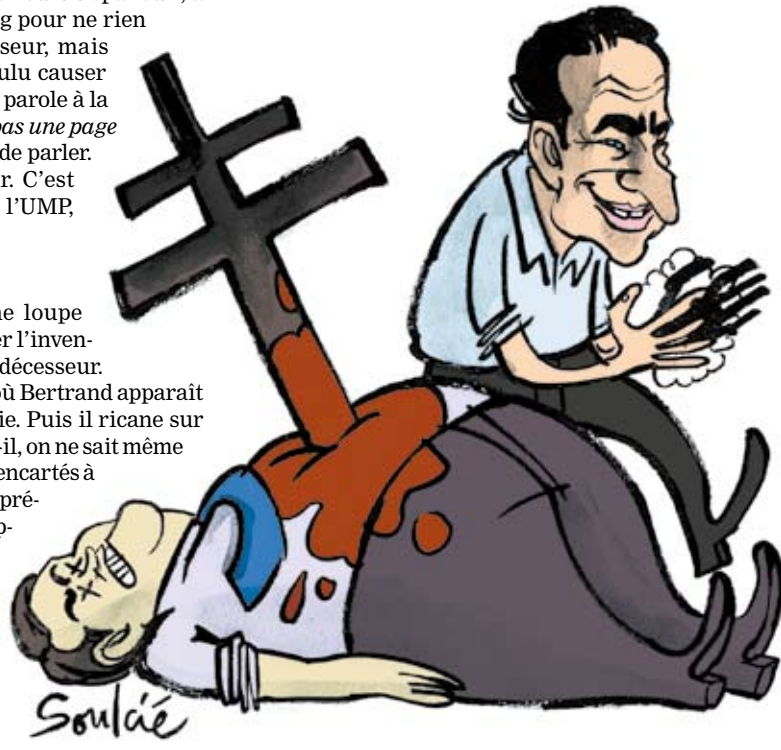
se permettent de donner des leçons à la Côte d'Ivoire. Mais que disent-ils à Israël ? Barack Obama, dont l'image s'effondre, vient tout de même d'autoriser l'État hébreu à poursuivre l'occupation et la colonisation de Jérusalem-Est. Dans l'indifférence générale.

La France est devenue un fou-tour anarchique. Après les bégaiements du gouvernement sur la neige qui a paralysé le pays, maintenant, Mercier et Hortefeux se tirent dans les pattes avec Fillon pour arbitre ! Du jamais-vu dans la direction des affaires de la France...

Pour finir, un sondage m'interpelle. Aujourd'hui, Marine Le Pen est à 27 % de popularité et à 19 % d'intentions de vote pour 2012. Si Jean-Luc Mélenchon continue à dépouiller le PS de ses voix, si Martine et Ségolène poursuivent leur guéguerre et si les centristes maintiennent leurs multiples candidatures, que restera-t-il ? Un combat Le Pen-Sarkozy. Ce ne sera pas un « 21 avril à l'envers » comme disent les pseudo-spécialistes, mais, tout simplement, un 21 avril à l'endroit *

www.bakchich.info

Jean-François Probst vous stimule ?
Dégustez ses chroniques vidéo sur le Web : <http://minu.me/1vvh>



ASSEMBLÉE

L'ARGENT TURKMÈNE À TOUT

En Asie mineure, la France compte un allié majeur : le Turkménistan. Sarkozy le courtise pour son gaz. « Bouygues brother » est le frère bâtisseur du régime, confirmé dans un récent câble diplomatique par WikiLeaks. Et, étrange hasard, la courtoise *Revue parlementaire*, dans son numéro de novembre, fait la cour à la dictature de l'ex-URSS sur trois pleines pages. Pour un mensuel situé rue de Bellechasse, c'est cocasse ! Reste qu'à l'Assemblée la lecture du magazine a provoqué des remous. Le député socialiste Gaëtan Gorce s'en est ému auprès de ses confrères, rappelant, dans un courrier, que l'« article met en valeur la politique menée par le gouvernement du Turkménistan, au mépris absolu de la réalité ». Dans ce fameux article, on se délecte d'apprendre que « la

vie politique intérieure de l'État est devenue plus animée » et « a permis l'émergence de partis politiques et la fondation de mass media privés ». Ou encore que des « palais d'habitation sont accessibles à chaque employé d'un établissement public ». Et qu'ainsi le Turkménistan « a fait une avancée impressionnante dans presque tous les domaines, que ce soit l'agriculture, l'industrie, le secteur de la sécurité sociale de la population ».

PUBLIREPORTAGE

De la pub déguisée ? À la commission des Affaires étrangères, des députés suspectent l'intrusion de l'ambassade du Turkménistan dans les colonnes du journal. Pour une somme rondelette aux alentours de 30 000 euros. Quant au directeur de la publication, Romain Chetaille, mili-

tant et ex-candidat villiériste reconverti dans le journalisme, il concède benoîtement : « Une société extérieure a fait appel à nous. » En avril dernier, l'Assemblée avait refusé l'inscription à l'ordre du jour d'un partenariat entre l'Union européenne et le Turkménistan. Considérant, dans un rapport, que cet État est « l'une des dictatures les plus dures de la planète, [et qu'il est] fréquemment comparé au régime nord-coréen et à la junte birmane ». Même le député communiste Jean-Paul Lecoq y était allé de son petit mot outragé : « Toutes les dictatures tirent argument de la conclusion d'accords internationaux pour se maintenir en place au détriment de leur population, y compris l'URSS en son temps. » La Pravda, c'était mieux avant *

LOUIS CABANES



JUSTICE Au début des années 90, cinq agents cubains sont chargés de surveiller les terroristes qui visent leur île depuis cinquante ans, notamment à partir de la Floride. En 1998, les États-Unis les jettent en prison, où ils croupissent. Dans un livre, un journaliste français dénonce cette injustice.

COUPS BAS contre CUBA

Gerardo Hernández. Fernando González. René González. Antonio Guerrero. Ramon Labañino. Ces noms devraient nous être connus : ce sont ceux des cinq victimes d'un des pires scandales judiciaires des années 2000. Cinq Cubains qui croupissent depuis plus de dix ans dans des geôles américaines, après ce qu'il faut bien appeler une parodie de procès. Leur crime ? Avoir informé leur gouvernement – qui a ensuite transmis ces renseignements aux plus hautes autorités des États-Unis – sur les auteurs des attentats qui, depuis un demi-siècle, ensanglantent Cuba.

ROMPRE L'OMERTA

Mais qui a entendu parler de cette campagne de terreur ? Et qui connaît le nom des « Cinq », comme les appellent les militants – personnalités de premier plan, parmi lesquelles plusieurs Prix Nobel, ou anonymes – qui, partout dans le monde, se battent pour obtenir leur libération ? Maurice Lemoine, ancien rédacteur en chef au *Monde diplomatique* et excellent connaisseur de l'Amérique latine, a voulu rompre cette omerta en publiant *Cinq Cubains à Miami : un roman à clés*. Pour que nul ne puisse plus dire qu'il ne savait pas. Une enquête qui s'avère être un passionnant thriller, comme seuls les spécialistes américains du genre savent les réussir.

TERRORISME ANTI-CASTRO

Pour comprendre, il faut remonter au 6 octobre 1976. Ce jour-là, un avion de ligne de la compagnie Cubana, piégé par des terroristes, explose en vol au-dessus de la Barbade. Bilan : 73 morts – dont la totalité des escrimeurs de l'équipe nationale cubaine, qui venait de remporter les Jeux transaméricains. L'un des instigateurs du massacre est un éminent représentant de l'extrême droite cubaine exilée à Miami : Luis Posada Carriles. Incarcéré au Venezuela, il s'évade en 1985 – avec l'aide de la CIA. Il rallie le Guatemala, où il met son enthousiasme anticommuniste au service des Américains dans leur guerre secrète contre le gouvernement sandiniste du Nicaragua. L'attentat de la Barbade s'inscrit dans une suite ininterrompue d'exactions qui ont fait à Cuba, depuis un demi-siècle, 3400 morts, autant que les attentats du 11 septembre 2001 – sans que cela émeuve outre mesure les opinions occidentales. L'effondrement de l'URSS, principal soutien de Cuba, n'a aucunement mis fin à cette campagne de terreur : en 1997, par exemple, des bombes ont explosé dans plusieurs hôtels de l'île, tuant un vacancier italien. Objectif : frapper au portefeuille un régime sous embargo américain et



dont le tourisme est l'une des principales ressources.

PARODIE DE PROCÈS

Pour lutter contre ce terrorisme, le gouvernement cubain envoie en Floride, au début des années 90, cinq agents dont la mission est d'infiltrer les organisations paramilitaires qui ont juré de renverser Fidel Castro. Ces infiltrés se distinguent très vite par « la qualité des informations qu'ils recueillent et transmettent ». En juin 1998, deux hauts responsables du FBI se rendent à La Havane, où les autorités de l'île leur remettent un volumineux dossier, minutieusement documenté, sur les agissements criminels des groupes anticastristes. Aussitôt, les Américains, plutôt que d'appréhender les auteurs de ces crimes, arrêtent les cinq agents cubains : immédiatement mis au secret, ces derniers resteront un an et demi sans pouvoir préparer leur défense.

Deux ans plus tard, à l'automne 2000, s'ouvre leur procès, à Miami. Ville où « la possibilité de sélectionner douze [jurés] qui soient capables d'être impartiaux dans une affaire impliquant des agents déclarés du gouvernement cubain est pratiquement nulle » (1), comme le relèveront maints juristes. Qu'importe, puisque la Constitution des États-Unis prévoit que tout accusé a droit à un jugement rapide et impartial... De nombreux officiers américains de haut rang témoignent qu'à aucun moment les Cinq – dont la mission était strictement limitée à la surveillance des anticastristes – n'ont menacé la sécurité nationale des États-Unis. Le tribunal échoue à fonder son accusation d'espionnage. Mais qu'importe, là encore : en décembre 2001, dans le contexte ultrasécuritaire de l'après 11-Septembre, les Cinq sont condamnés pour « conspiration » à des peines

maximales – « démesurées, irrationnelles », observe Maurice Lemoine. Elles seront d'ailleurs réduites, en 2008, par la cour d'appel d'Atlanta, qui les jugera « excessives et contraires aux normes juridiques ». Les terroristes de Miami, eux, bénéficieront d'une totale impunité... Luis Posada Carriles s'est vanté, dans un entretien publié en 1998 dans le *New York Times*, d'avoir été à l'origine de la vague d'attentats qui a frappé des hôtels cubains en 1997, qualifiant la mort d'un touriste italien d'« incident insolite ». Puis d'ajouter, sans rire : « Je dors comme un bébé. » Il est vrai : Carriles coule à Miami des jours paisibles...

MOBILISATION

Au mois de septembre 2010, l'acteur Sean Penn a signé une pétition demandant au président Obama de libérer les Cinq. Puis, le 4 octobre, dans un courrier adressé au ministre

américain de la Justice, Amnesty International, sans se prononcer sur « l'innocence ou la culpabilité des cinq hommes », a demandé un réexamen de leur affaire, estimant que « l'équité et l'impartialité de leur procès [étaient] douteuses ».

À ce jour, toutes ces démarches sont restées infructueuses : les Cinq sont toujours en prison. Cela fait déjà douze ans que l'épouse de Gerardo Hernández n'a pas eu le droit de le voir. Celle de René González, quant à elle, a vu son mari pour la dernière fois en 2000 *

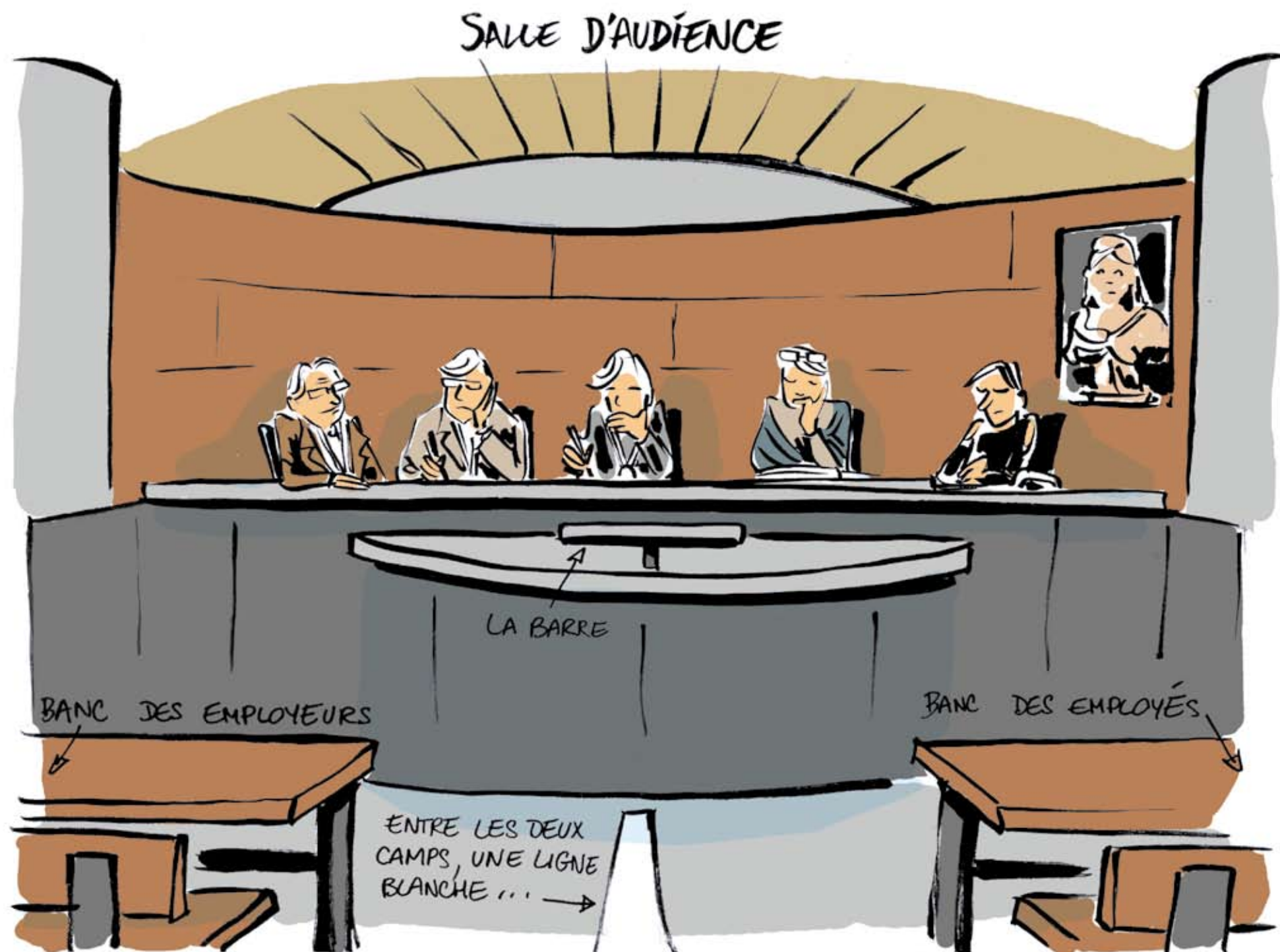
SÉBASTIEN FONTENELLE

Cinq Cubains à Miami, par Maurice Lemoine, éd. Don Quichotte, 1048 pages, 24 euros.

(1) *Washington contre Cuba, l'affaire des Cinq*, sous la direction de Salim Lamrani, éd. Le Temps des cerises, 231 pages, 15 euros.

PRUD'HOMMES, UNE BONNE ÉTOILE

JUSTICE Bakchich est allé traîner ses crayons aux prud'hommes, où le nombre de recours ne cesse d'augmenter – 200 000 affaires par an au total. Plongée dans le quotidien de cette juridiction menacée par le gouvernement et dernier rempart des salariés pour faire valoir leurs droits.



UNE INSTITUTION DANS LE VISEUR DU GOUVERNEMENT

Depuis quelques années, le nombre de recours devant les prud'hommes est en progression. Il dépasse aujourd'hui les 200 000 affaires par an, avec un peu plus de 40 000 devant les référés (procédure d'urgence, notamment lorsqu'il est question de salaire). Le succès des prud'hommes, malgré de très nombreux ratés, tient sans doute à ce que, pour les salariés, ils représentent le dernier rempart pour faire valoir leurs droits, au moment où les syndicats dans l'entreprise n'ont jamais été aussi faibles. Ainsi, la moitié des procédures concernent la rupture du contrat de travail, 40 % le non-paiement des salaires ou des primes. À noter que les plaintes pour harcèlement moral ont sensiblement progressé depuis quelques années. Il est vrai que les prud'hommes rendent une justice inespérée. Ainsi, il y a deux semaines, le groupe Doux,

multinationale de la volaille, a été condamné à reverser 2 millions d'euros à une cinquantaine de salariés pour licenciement « sans cause réelle et sérieuse ». Groupes.

JURIDICTION PARITAIRE

Pas étonnant que, depuis des années, les organisations patronales militent pour une réforme de cette juridiction paritaire où siègent à égalité chefs d'entreprise et salariés: les dirigeants d'entreprise estiment les prud'hommes un peu trop favorables aux employés. Forcément: cette institution judiciaire est saisie par des salariés dans 99 % des cas...

Pendant un temps, l'idée de supprimer – pardon, de réformer – les conseils de prud'hommes a d'ailleurs un peu plus qu'effleuré le gouvernement. En 2009, alors qu'il est fraîchement nommé à la Justice, Jean-Marie Bockel laisse entendre que les procédures prud'homales – jugées trop lourdes et trop

coûteuses – pourraient faire l'objet d'une profonde réforme. En clair, le secrétaire d'État estime que, au lieu de la confrontation orale impliquant que les parties soient physiquement présentes, un simple échange de lettres pourrait largement suffire. De plus, l'assistance d'un avocat – aujourd'hui facultative – serait devenue obligatoire. De quoi freiner les velléités des salariés incapables d'assumer pareille dépense.

PIILIER DU DROIT SOCIAL

Devant la levée de bouclier des syndicats et des professionnels de la justice, qui voyaient la fin programmée d'un pilier du droit social, le gouvernement a – pour l'instant – rangé son projet dans les cartons. Reste que, dans le cadre de la réforme de la carte judiciaire, Rachida Dati avait déjà supprimé 63 des 271 conseils de prud'hommes. Une concentration étonnante alors que le principal

reproche fait aux prud'hommes est leur lenteur due à un engorgement de plus en plus important... En moyenne, selon un rapport rendu l'an dernier par le Conseil d'analyse économique, les prud'hommes mettent quinze mois à rendre leur décision; en cas d'appel ou de pourvoi, les délais d'attente peuvent dépasser les quatre ans.

Autre point faible, le taux de conciliation est extrêmement bas et le taux d'appel est de près de 60 %, ce qui allonge encore les délais. Vouloir améliorer le fonctionnement des prud'hommes n'est certes pas dénué de sens. Mais sans doute pas dans les formes envisagées par le gouvernement. De plus, fronde contre la réforme des retraites oblige, difficile d'imaginer qu'il remette de sitôt son projet sur la table *

LUCIE DELAPORTE



PARTOUT MARIANNE PRÉSIDE...
L'AIR PAS FRANCHEMENT
COMMODE...

DANS LE SYSTÈME SALAIRES

"NOUS AVONS ÉTÉ ODIEUX AVEC CETTE FEMME "



L'avocate de la dame explique les difficultés dues à cette situation: « Ma cliente n'a pas touché de salaire depuis le 1^{er} août et ne peut pas s'inscrire au Pôle emploi. Le cabinet d'avocats qui l'employait ne veut plus la payer parce qu'il considère qu'elle ne fait plus partie de ses effectifs, et ne peut donc la licencier. Ma cliente est la victime d'un conflit d'associés. » Les parties adverses, si elles ne nient pas le conflit, refusent catégoriquement de payer la secrétaire.

SECRÉTAIRE EN LARMES

À mesure que se déroule l'audience, une certaine complicité s'installe entre la présidente et les avocats de la défense, qui échangent des amabilités. La plaignante commence à se décomposer: son affaire n'avance pas et ces deux baveux la font douter. Après une longue citation sur la difficulté d'appréhender la vérité, le représentant de Bouchard se lâche: « On essaie de se défaire d'une salariée... [il se tourne vers la secrétaire] - excusez-moi, madame -, d'un certain âge. La procédure est assez maladroite mais tellement courante! Plutôt que de payer le licenciement, on essaie de faire porter à d'autres cette charge... » Les deux avocats se renvoient donc gentiment la balle.

Quand ils doivent exprimer leurs demandes, les baveux réclament à la secrétaire des sommes importantes de frais de procédure. Pour eux, le comportement de cette dame est tout simplement inadmissible... L'avocate de la salariée veut réagir aux plaidoiries de ses confrères. La présidente la rabroue: « Vous changez d'avis, maître? » La secrétaire est en larmes. Personne ne lui a donné la parole. « Le jugement sera rendu vendredi. » La salariée sort avec son conseil. Les deux avocats des cabinets ferment leurs attachés-cases, satisfaits. « Nous avons été odieux avec cette femme », lâchent-ils. Finalement, l'un des cabinets sera condamné à payer 7000 euros à titre de provision, avant le jugement sur le fond. Mais la secrétaire est obligée de ressaisir les prud'hommes pour licenciement abusif, après avoir pris acte de la rupture consommée de son contrat de travail. En attendant, tant pis pour elle si elle ne retrouve pas de travail... *

BERTRAND ROTHÉ



Mercredi soir, la salle des référés est quasi vide. Demain, c'est le 11 novembre. Au rez-de-chaussée du conseil de prud'hommes de Paris, il ne reste que trois avocats en robe et une plaignante. Dernière affaire, une histoire de linge sale entre avocats. La plaignante, une secrétaire bilingue, a un contrat de travail avec le cabinet Franklin, pour lequel elle bosse depuis trois ans. À plus de 50 ans, elle gagne un peu moins de 2000 euros par mois, avec un enfant à charge et des traites à payer. Le 15 juillet, la secrétaire reçoit une lettre de son employeur lui annonçant qu'elle doit suivre M^e Bouchard, un avocat fiscaliste spécialisé dans l'immobilier. Ce monsieur vient de quitter le cabinet pour créer une structure concurrente. Prévenante, la secrétaire appelle M^e Bouchard, qui lui répond qu'il n'a pas besoin d'elle. La secrétaire refuse donc ce transfert, mais les associés de Franklin lui rétorquent qu'elle n'a pas le choix: elle n'est plus salariée du cabinet. Et comme elle n'a pas été licenciée, elle ne peut s'inscrire au chômage...

BRÈVES DE PRÉTOIRE

« MERDE, PUTAIN, FAIT CHIER... »

« Un salarié qui répète à longueur de journée: "Merde, putain, fait chier", ça peut passer chez un docker, mais, dans une administration, c'est plus compliqué. » L'avocat de la Caisse d'allocations familiales poursuit: « Monsieur avait pour habitude de désinfecter son combiné et son ordinateur quand sa collaboratrice les touchait. Cela fait beaucoup. M. le président, je vous donne la déclaration de la salariée et des personnes qui ont assisté à ses agissements. Monsieur reconnaît une partie des faits. Il reconnaît son esprit contestataire. Je vous demanderai donc de débouter monsieur. »

FAITES UNE CROIX

La plaidoirie est courte, car l'avocat n'a pas beaucoup de preuves. Le salarié était plongeur dans une brasserie. Huit ans de labeur sans contrat de travail ni fiche de salaire. Rien. Le lot des sans-papiers. Il n'y a que ces trois feuilles qu'il a dû conserver par hasard, car il ne sait pas lire. Sur la première, son patron lui demande de venir travailler le lendemain à 8 heures. L'autre est une reconnaissance de dettes. Son fils étant malade, il avait demandé une avance pour payer le médecin. Ils avaient échangé des signatures sur le papier à en-tête du restaurant. Le salarié avait fait une croix. Le troisième est une lettre du patron où il recommande son salarié à une tierce personne: « Il conviendra très bien pour faire la peinture. »

LES TICS

Opticien dans une grande chaîne, le salarié est venu contester son licenciement pour faute. Il croit qu'il a gagné, mais l'avocat de son patron maîtrise son sujet. Les arguments tombent les uns après les autres. Le jeune salarié a fait bénéficier à son père d'une assurance qu'il n'avait pas contractée et lui avait changé les verres de la monture offerte contre « 1 euro » supplémentaire par des verres beaucoup plus fins. Son frère aussi avait bénéficié de conditions très avantageuses. Lui-même ne s'était pas oublié: il avait pris une paire de lunettes de soleil. Au fur et à mesure, son visage se couvre de tics. Le préjudice s'élève à plus de 2000 euros...



LE MONDE DIFFICILE DES CONSULTANTS

La responsable des ressources humaines de Booz and Company a été licenciée. Elle demande que son licenciement soit requalifié. En plein milieu de sa plaidoirie, l'avocat de la cadre se gratte la tête: « Quand on veut licencier quelqu'un, on fait un audit sur ses notes de frais. On lui demande ses factures de taxi, les factures des cadeaux de fin d'année. On a tout dépouillé, même ses achats chez Baccara. Ça n'a rien donné. Alors ils ont fait l'audit des déjeuners. Et, là encore, rien. » La présidente du tribunal s'adresse à l'avocate de l'entreprise: « Vous avez pour habitude de faire ce type d'audit? » L'avocate: « Ça arrive. Mais avouez que des repas de 240 euros à deux, ça mérite que l'on vérifie. Les coupes de champagne dans les hôtels de luxe au pied de son appartement, il me semble normal qu'on les contrôle. » La présidente reprend son interrogatoire: « Pour le conflit de madame avec la directrice administrative et financière, pourquoi n'avez-vous pas mis en place un programme de coaching? » L'avocate du cabinet: « Un coach à 20 000 euros pour régler un conflit entre deux cadres, ça nous a paru excessif... » * B. R.



DROIT SOCIAL

L'INNOVANT MINISTÈRE DE LA CULTURE

Mieux que dans n'importe quel autre ministère, celui de la Culture joue à fond la précarisation du personnel. Le privé n'aurait pas fait mieux.

Dans la réforme de la modernisation de l'État, certains fonctionnaires ont la désagréable impression de servir, plus que les autres, de cobayes. Alors que François Baroin, le ministre du Budget, vient de taper du poing sur la table pour affirmer que les établissements publics devraient un peu plus se serrer la ceinture, au ministère de la Culture, les agents se demandent bien comment ils pourraient faire davantage d'efforts. Aujourd'hui, près des deux tiers des personnels travaillant pour ce ministère ne sont plus fonctionnaires, selon un décompte de la CGT Culture. Un record absolu.

MULTIPLES STATUTS

Pourquoi la culture plus que d'autres ministères ou administrations ? « Nous sommes un laboratoire de la modernisation de l'État, sans doute

parce que notre ministère regroupe toute sorte de métiers, des agents de surveillance aux universitaires, en passant par les artistes », explique Franck Guillaumet, secrétaire national CGT Culture.

Devançant bien souvent les exigences de la RGPP (révision générale des politiques publiques), les établissements culturels ont développé des politiques de gestion du personnel dont n'ose rêver le secteur privé : myriade de contrats, empilement de statuts avec, à la clé, des situations ubuesques. Au Musée d'Orsay, Frédéric Sorbier, conférencier, raconte : « Au même comptoir d'information, on trouve un contrat précaire qui touche 700 euros par mois, alors que son collègue fonctionnaire peut gagner le double pour exactement le même travail. Évidemment, ça crée des divisions, ça casse le collectif. » À moins que tel ne soit le but...

« Depuis quelques années, des secteurs entiers ont été réorganisés pour remplacer tous les titulaires par des contractuels », renchérit Franck Guillaumet. Dans les expositions temporaires, de nouveaux personnels sont apparus : les contrats « mécénés » (financés par un mécène). Par miracle, le jour où les budgets fondent, ces salariés s'évaporent.

Pour ne pas embaucher de fonctionnaires – hérésie ! –, « la direction fractionne artificiellement les besoins, elle

crée des contrats d'un mois renouvelés tous les mois », observe un représentant du centre des monuments nationaux.

CONTRAT INÉDIT

À l'Institut national de recherches archéologiques, on n'est pas peu fier d'expérimenter, depuis janvier 2010, une nouvelle forme de contrat de travail, totalement inédite : le CDA, le contrat d'activité, calqué sur le contrat de mission que la droite n'a jamais réussi à imposer dans le privé. Un délice pour les modernisateurs de l'État puisque le CDA, sans date de fin établie, rend les nouveaux précaires totalement disponibles et « remerciables » à souhait. « On en est à se battre pour des CDD, c'est du jamais-vu chez nous ! confie Valérie Renault, une représentante syndicale. Les gars sont en train de comprendre qu'avec le CDA ils ne passeront jamais en CDI. Ils pètent un câble. »

Pour Franck Guillaumet, si le processus de précarisation des agents de la Culture est ancien, « on a basculé vers quelque chose de nouveau : les salariés du privé peuvent saisir les prud'hommes. Nous avons, nous, très peu de possibilités de recours ». De fait, les tribunaux administratifs déjugent rarement l'État-employeur. Un cycle de négociations avec le gouvernement vient de s'ouvrir sur le thème des vacataires et des contractuels de la fonction publique.

En arrière toute ? *
L. D.



Mot à Mot

HIVER [iv3r].

n. m. : vous avez dit blizzard ?

Qu'on ne me parle plus de « naufragés de la route », j'en ai les méninges qui baignent. Neige en décembre, à trois semaines de Noël, c'est pas le Titanic. En 1812, il neigeait en juillet. Là, comme Jésus, on est dans les clous. Belle occasion de tester, outre l'hallucinante pauvreté en métaphores de la classe journalistique (les otages de la grève, les naufragés de la neige, le chassé-croisé de l'été...), la bonne humeur des Français et des ministres. Dans cette affaire, Hortefeux est le seul à ne pas être blanc : il ressemble

de plus en plus au clown de chez McDo (faudrait vérifier s'il a des chaussettes à raies rouges) lorsqu'il annonce, hilare : « Circulez, y a rien à voir ! » aux Franciliens congelés sur le réseau dont, habilement, le ministère de l'Intérieur s'est arrogé le déneigement pour montrer qui est le chef. Pas un domaine où l'Auvergnat de Neuilly n'illustre son art : la compétence absolue en incompétence. Demandez-lui l'heure, il se trompera de jour. Et puis il y a les radoteurs médusés, les « naufragés » du périph'. Il leur faudrait un chasse-neige et deux tonnes de sel par hectomètre. Là, tout de suite. Ils croient qu'ailleurs on sait faire. Certes, le Parigot a moins la culture de la neige que celle de la tête de veau. Mais, en Suisse,

on ne sale pas. À Québec, quand blizzard il y a, tout le monde s'arrête et attend que ça passe. À Berlin, où l'on a le sens du pognon foutu en l'air par discipline, on est forcé d'acheter des pneus neige mous qui finiront cramés en trente jours. Bref, au lieu de gueuler à propos de la bulle immobilière parisienne qui force les travailleurs à venir bosser depuis le fin fond de l'Ile-de-France, on râle, on y va quand même et on passe la nuit dans son Scénic sans pouvoir écouter Macha Béranger, puisqu'elle est morte. Dans quinze jours, sur les routes de la Tarentaise, combien de ces enlisés vont se taper huit heures de bouchons neigeux, en chantant *Étoile des neiges*, ravis d'un Noël blanc ? *

JACQUES GAILLARD



LE KOWEÏT, SI PRÈS DE CHEZ NOUS

ÉCOLO FAÇON NICOLINO

Auteur, entre autres, d'un ouvrage sur les pesticides, Fabrice Nicolino tient un blog sans concessions sur l'environnement, Planète sans visa.

Personne, presque personne ne mesure à quel point le lobby nucléaire a gagné la partie en France. EDF, par exemple, ce monstre ventripotent, a obtenu d'un pouvoir politique affaibli – le président élu en 1969, Georges Pompidou, était déjà malade – les clés du royaume. Soit la construction d'un empire nucléaire sans équivalent dans le monde et qui compte aujourd'hui 58 réacteurs en activité. Areva, de son côté, constructeur de réacteurs, exploitant également, a mis au point un prototype appelé « EPR » que le groupe entend vendre au monde entier. Les retards s'accumulent d'une manière stupéfiante, tant en Finlande – un chantier est en cours – qu'à Flamanville, en Normandie, où EDF construit, elle aussi, un réacteur EPR.

C'est le monde énergétique français des cinquante prochaines années qui se joue devant nous, et nous regardons tous ailleurs. Aucun débat n'est mené en France – sauf dans les marges – sur ce modèle nucléaire hégémonique. Nul ne s'intéresse au sort de Superphénix, ce surgénérateur fou, abandonné en 1997 et dont le coût total dépassera probablement, à l'arrivée, 10 milliards d'euros. Personne ne sait seulement de quelle manière il pourrait être démantelé. Et tout est à l'avenant. Dernière nouvelle en date, qui laissera l'opinion

indifférente, comme à son habitude : le Koweït investit massivement dans Areva. Six cents millions d'euros d'un coup. Un État qu'on qualifiera gentiment de « problématique » prend une part significative dans une industrie nationale on ne peut plus singulière et personne ne s'en émeut. Ni à droite, ni à gauche, ni même chez les écologistes, si l'on excepte deux ou trois communiqués, comme obligés.

Tel est le tableau. Un Sarkozy peut, dans le même temps – au printemps 2007, juste après son élection –, convoquer son si cher Grenelle de l'environnement

Nucléaire

et partir à Tripoli vendre sa quincaillerie nucléaire à Khadafi. Bien que les choses soient en vérité limpides, chacun en France fait semblant de croire qu'il y aurait une frontière étanche entre nucléaire civil et nucléaire militaire. Un pays démocratique doté d'un Parlement, d'une presse, de partis, d'élections s'autorise à ce qu'il faut bien appeler une aventure de tous les instants. N'est-on pas en droit de juger moralement, humainement, politiquement une telle nation ? C'est la nôtre, certes, et justement. Rappelons le principe de base du nucléaire : aucune erreur n'est jamais possible. Ni aujourd'hui, ni demain, ni jamais. Autrement, vitrification à tous les étages. Vous prenez ? *

Toutes les vidéos de BAKCHICH sont sur www.bakchich.tv

ABONNEZ-VOUS GAIEMENT

Nom
Prénom
Adresse

Code postal Ville
E-mail

JE M'ABONNE POUR UN AN :

Hebdo : 50€ ☐

Hebdo + Web : 80€ ☐

Hebdo + Web + digital : 100€ ☐

JE M'ABONNE POUR TROIS MOIS :

Hebdo : 15€ ☐

Hebdo + Web : 30€ ☐

Hebdo + Web + digital : 40€ ☐

Par chèque bancaire à l'ordre du GROUPE BAKCHICH

Pour tout abonnement hors France métropolitaine :
Service abonnements Bakchich • hmerabet@ame-press.com

MERCI DE RETOURNER CE BON COMPLÉTÉ À :

Bakchich abonnements-AME 4 rue de Jarente 75004 Paris



HOMMAGE Novembre 1980. Romain Gary rencontre – pour la dernière fois ? – un journaliste. L'écrivain, lauréat du prix Goncourt, trompe admirablement son monde : bien malin qui aurait pu deviner qu'il était aussi Émile Ajar et qu'il prévoyait de se suicider. Portrait sensible.

GARY, écrivain hors GONCOURT

L'appartement de la rue du Bac est sombre mais bien rangé. Une jeune femme brune aux cheveux courts vient de m'ouvrir la porte. Discrète, elle disparaît quand l'entretien avec Romain Gary commence. Je m'aperçois alors que la photo de la belle figure dans un cadre en argent, sur une étagère, juste derrière le bureau de l'écrivain. Qui s'assied en face de moi, allume un cigare, en jouant avec les stylos à plume, les plus gros des Meisterstück de Montblanc, un bataillon d'une vingtaine toujours prêts à cracher leur encre, posés sur le bureau. Il a le visage fatigué, une bouche molle ; qui dit le dédain, ou l'ironie ?

MYSTÉRIEUX AJAR

L'objet de la rencontre, en 1980, c'est le passage à la télévision des *Racines du ciel*, le film tiré de son roman. Une production américaine de Darryl Zanuck, avec Juliette Gréco en vedette. Gary explique... À l'époque, Juliette partage la vie de Zanuck et l'ambiance sur le tournage s'en ressent. Il y a trente ans, la planète ne s'était pas encore mise au vert. Et, bêtement, je n'ai pas assez profondément abordé le thème d'avant-garde de ce livre, prix Goncourt en 1956 : le combat pour la protection de la nature. Le massacre des éléphants par des trafiquants d'ivoire apparaissait plus comme une aventure à la Hemingway que comme une urgence... Le sujet portait davantage sur l'apparition de best-sellers écrits par un mystérieux Émile Ajar qui, lui aussi, décrocha le Goncourt, en 1975, pour *la Vie devant soi*. Les hypothèses sur la véritable identité de ce glorieux inconnu font alors bruisser la planète littérature, quand



Paul Pavlovitch, un proche parent de Gary, apparaît pour revendiquer les quatre romans signés Émile Ajar. On n'apprendra la vérité que bien plus tard. Longtemps après le suicide de Romain Gary, le 2 décembre 1980, le jour où l'écrivain va se tirer une balle dans la tête quelque temps après notre rencontre.

DEUX FOIS PRIMÉ

Ainsi, Ajar c'était lui. Une supercherie qui en fait le seul écrivain à avoir reçu deux fois le prix Goncourt, ce que réproche la règle en vigueur chez Drouant. Nous, nous parlons bien sûr de l'énigme Ajar, encore vivante. Le sphinx sourit sans répondre aux questions et me demande : « Vous aimez le poulet rôti ? J'ai deux Bresse au frigo. J'en ai toujours. Avec un peu

de mayonnaise, c'est une merveille. » Il confie qu'il travaille la nuit tout en mangeant énormément. Et me livre, sous forme d'énigme à déchiffrer, le véritable secret du méli-mélo Ajar-Gary : il réside dans sa méthode de travail. Il faut savoir que *la Vie devant soi* relève d'une langue parlée presque enfantine... J'écoute alors l'amateur de poulet : « Je n'écris plus depuis longtemps, je dicte au magnétophone, ou à une secrétaire. Elle me donne le script dactylographié, que je réécris à la main, avec ces stylos. Après, ce travail est tapé à nouveau. Je corrige pour sortir le dernier jet, le texte définitif destiné à mon éditeur. »

DÉJÀ LOIN...

Le style parlé, apparemment primitif et naïf, d'Ajar ? C'est le premier jus de

Gary. L'aveu est là, que je n'ai pas su décrypter. Nous parlons ensuite de femmes et de Joseph Kessel. Juif et venu d'Europe de l'Est, comme lui. « Les critiques littéraires n'apprécient pas Kessel. Peut-être parce que, lui et moi, nous avons passé plus de temps à vivre qu'à écrire. Et que nous avons préféré faire la vie que faire une œuvre. De toute façon, une œuvre, ça n'empêche pas de mourir. »

Nous sommes au début de novembre, il glisse déjà les balles dans le revolver qui va le tuer. Mon papier est à peine publié quand la nouvelle tombe – avez-vous noté que, comme les feuilles, les nouvelles « tombent » ? Gary vous parle mais il est déjà loin, il a franchi la limite, son ticket n'est plus valable. Il est tombé comme un homme puisque les hommes tombent aussi *
FRANÇOIS MATTEI

BOUQUIN

DE LA DICTATURE ÉCONOMIQUE MONDIALE



Dans un Proche-Orient non seulement compliqué mais chaotique et dangereux, Georges Corm est un miracle. Cet intellectuel inexpugnable continue d'écrire « une » vérité qui se confond avec « la » vérité. L'un de ses bouquins, *le Proche-Orient éclaté*, publié en 1983 mais auquel, lors de régulières rééditions, il ajoute les derniers drames en cours, reste la bible qui permet de comprendre l'incompréhensible de cette charnière du monde. Corm passe aujourd'hui de son petit Orient à toute la planète : n'est-il pas vrai que les intérêts et les déchirements de celle-ci s'observent mieux depuis Beyrouth – où vit ce professeur –, lieu de croisement de toutes les forces telluriques des politiques du monde ? Économiste, Corm est assez fiable pour nous enseigner et pour qu'on l'écoute quand il nous indique que notre uni-

vers se casse la gueule. En adoptant comme doctrine un néolibéralisme tout aussi sectaire et aveugle que l'était le socialisme « scientifique ». L'auteur nous explique comment cette économie-fiction a envahi les cours de millions d'étudiants, futurs cadres du pouvoir mondialisé, désormais incapables de penser autrement que par l'idéologie de la « secte ». Au-delà de ce mauvais blé en herbe, Corm étudie les effets pervers déjà à l'œuvre : l'analyse des structures et le fonctionnement de cette dictature mondiale, celle d'une idée économique, et sa capacité à bloquer toute forme de changement d'un monde vitrifié. Espoir quand même, et recettes aussi. L'économiste nous montre les failles où les mouvements « antisystémiques » peuvent s'infiltrer et jeter leurs poignées de sable. Pour en arriver à une « démondialisation » raisonnée des esprits et du système économique dominant. Après la bible du *Proche-Orient éclaté*, voici une bombe * J.-M. B.

Le Nouveau gouvernement du monde, par Georges Corm, éd. La Découverte, 300 pages, 19 euros.





AU DOIGT ET À L'ŒIL

UN GARÇON TRAIT INQUIET

David roule. À toute berzingue, main sur le volant. C'est pour descendre tout au fond du puits de la mémoire. Et entrevoir une étoile, celle de l'été de ses 10 ans. Quand, avec ses parents, il partit en vacances dans un parc de loisirs dévasté par la tempête. Quel souvenir ! Il y fit la rencontre d'une bande de jeunes ados bien matinaux. Des amis et un amour. Déjà, les emmerdes des sentiments. Ça commence. Et c'est pas fini...

TIMIDITÉ DES FORMES

Les kilomètres défilent et les souvenirs se suivent. Ils affluent et s'agglutinent au présent. De ce va-et-vient fragile, Thomas Humeau a fait une bande dessinée, *Desert Park*, publiée par Manolosanctis. À même pas 30 ans, le jeune artiste dîne à la table des passions tremblantes de l'âge. Un trait de crayon affolé, apeuré, résolument inquiet. Des couleurs incertaines, douteuses et goûteuses de mélancolie. Une écriture concise et réservée. Tout un univers graphique de la retenue, d'une timidité des formes et de la chose vécue. Cet album est un long poème à la résignation et un renoncement au temps. Où la vie oscille entre petites douleurs et morne ennui. Impossible de se suicider : dans le barillet du Pierrot, il n'y a pas de balles. À chacun son écume des jours * L. C.

Desert Park, par Thomas Humeau, éd. Manolosanctis, 96 pages, 16 euros.



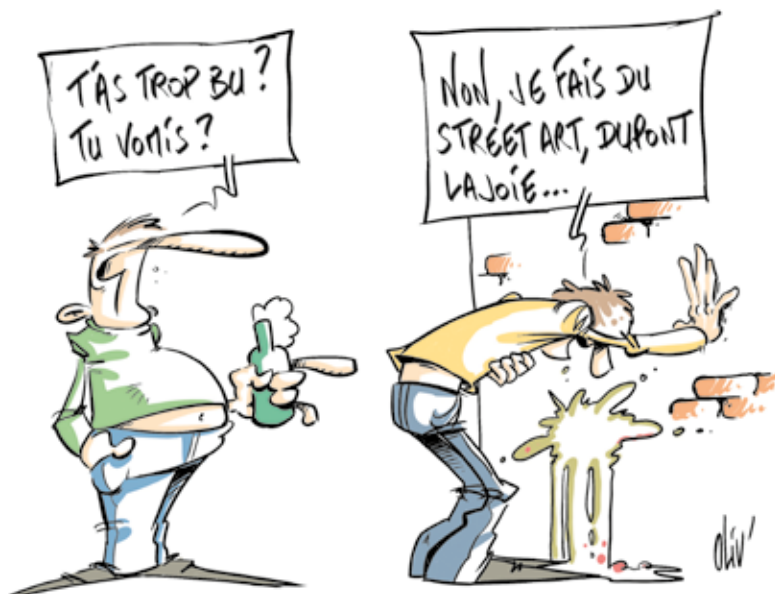
FAITES LE MUR ! L'énigme Banksy

CINÉ Légende anonyme et masquée de l'art urbain, le Britannique Banksy signe un premier film à son image : drôle, subversif, inclassable. Portrait de l'artiste en imposteur.

Banksy est une des légendes de l'art urbain. Originaire de Bristol, en Grande-Bretagne, il pose ses sublimes pochoirs – notamment des rats en goguette, des *bobbies* qui se roulent des gamelles ou des manifestants qui balancent des fleurs – sur les murs du monde entier. Encore plus fort, ce punk situationniste accroche une Mona Lisa affublée d'un énorme smiley au Louvre, juste à côté de la Joconde, imprime des faux billets à l'effigie de Lady Di ou tague le mur de séparation entre la Palestine et Israël. On ne connaît ni son visage ni son identité (il s'agirait en fait d'un certain Robin Gunningham), mais ses œuvres, très difficiles à dénicher, se négocient autour de 300 000 dollars (227 000 euros environ)...

SATIRE HILARANTE

Le premier long-métrage de Banksy est à l'image de son créateur : brillant, provoc et drôle. Le film commence avec de stupéfiantes images d'archives des héros de l'art urbain, notamment Shepard « Obey » Fairey, D Face, Mr A, Miss Van ou Zeus. Puis Banksy, le visage dissimulé sous sa capuche, la voix déformée, va nous raconter une étrange fable. Celle de Thierry Guetta, un Français allumé, cousin de Space Invader (quel heureux hasard !), serial filmeur qui ne lâche jamais sa petite caméra numérique. Guetta suit Banksy dans ses virées nocturnes mais se montre incapable de réaliser un film digne de ce nom. Banksy lui conseille alors d'arrêter le cinéma et



de devenir un artiste de rue ! Guetta s'y colle et devient aussitôt, sous le pseudo de Mr Brainwash, une idole de l'art urbain. On venait voir un film sur Banksy, on se retrouve pendant quatre-vingts minutes en compagnie d'un inconnu à moustache, débile léger devenu en quelques mois un pseudo-artiste à succès ! Il faut le voir débâter sur ses « œuvres », avec son accent franchouille. Plus le film avance, plus on se doute que le film est un canular, un *mockumentary*, un « docu-menteur » à la *Spinal Tap* ou *Borat*. Et Guetta, alias Mr Brainwash, une création de Banksy lui-même. Comme d'habitude, Banksy nous

roule dans la farine, avance masqué et, au lieu du documentaire attendu, convenu, nous offre une satire hilarante de l'art contemporain égratignant aussi bien les collectionneurs que les stars comme Damien Hirst. Banksy fait du cinéma comme il fait ses tags : comme on balance un cocktail Molotov mais surtout avec un humour et une ironie qui auraient fait se gondoler Guy Debord. Et si Banksy venait de réaliser son chef-d'œuvre ? *

MARC GODIN

Faites le mur ! de Banksy,
en salles depuis le 15 décembre.

En salles

MEGAMIND De Tom McGrath

DreamWorks aime la couleur. Et la 3D. Après l'ogre vert de *Shrek*, voici l'E.T. bleu, un faux méchant et vrai rigolo qui ne cherche qu'à se faire aimer des habitants de Metro City. Petite merveille, *Megamind* propose une succession de séquences de destruction massive, un humour décalé et une pléiade de vedettes pour les voix (Will Ferrell et Brad Pitt). Seul regret : le scénario parfois répétitif, pas vraiment à la hauteur d'un Pixar.

LES YEUX DE JULIA De Guillem Morales

La bonne nouvelle de la semaine ! Un film fantastique espagnol, par l'équipe du formidable *Orphelinat*, où il est question d'une femme atteinte de cécité qui enquête sur la mort suspecte de sa sœur. Une œuvre sulfureuse, mélodramatique et véritablement cauchemardesque.

LE NARCISSE NOIR (REPRISE) De Michael Powell

Simplement un des plus beaux films du monde, un mélo incroyable sur le désir féminin, avec l'Himalaya reconstitué en studio et dans un jardin anglais.

UN BALCON SUR LA MER De Nicole Garcia

Je n'ai jamais été fan des films de Nicole Garcia, des trucs pas mal réalisés mais désincarnés, qui ne parlent de rien et ne disent rien. Bref, la « qualité française » dans toute son horreur. *Un balcon sur la mer* est l'aboutissement de ce cinéma en forme de cul-de-sac. Une histoire d'amour teintée de suspense, d'où la passion est évacuée et où Garcia étale sa culture. Le cinéma français crève de ces « œuvres » prétentieuses, creuses, nombrilistes. Un des pires films de l'année * M. G.



UNE SEMAINE VITAMINÉE

LA ZAPPETTE DE BOURGET

Il est surprenant de constater combien les chaînes de télévision, capables de faire une émission d'une heure pour vous apprendre à ouvrir une boîte de sardines ou pour décrypter la pensée simple de Copé, deviennent lapidaires et elliptiques dès qu'il s'agit d'expliquer une bavure policière. Prenons l'affaire de Bobigny, la rébellion des flics en uniforme manifestant pendant cinq heures devant le palais de justice. Leur cri, leur objectif : « *Protester contre la condamnation de sept d'entre eux à des peines de prison.* » Puis, bernique, écran blanc, on passe au salage, à la neige qui vient. Ce qu'avaient fait ces estimés fonction-

naires pour mériter de la taule, on n'en saura rien. Même pour un jeune reporter sortant couronné du Centre de formation des journalistes, il était simple de faire comprendre au bon public que ces flics incriminés étaient de beaux salauds. D'une variété humaine qui, réglementairement, ne devrait pas exister sous une casquette plate ou un képi, appelé aussi « caisse à boulons ». Pour préserver l'honneur de la police, on a préféré le Flashball au flash-back.

Bavure

Le reportage manquant, c'est l'histoire de ces flics qui, dans les rues d'Aulnay-sous-Bois, en roulant en voiture après un fuyard, ont bousculé un ami à eux, un policier. Au lieu de dire : « Ah, ben merde », l'équipe

a inventé que le gars en fuite avait volontairement écrasé le policier. Pour le loulou, pour peu qu'il ne soit pas très clair, devant les assises, c'était quinze années à l'ombre, ce qui est très mauvais pour la vitamine D. Voilà pourquoi vous n'avez pas vu cet excellent reportage dans votre 20 heures. Et que vous devez non seulement louer *Bakchich*, mais surtout l'acheter, pour vous avoir diffusé ces images en scope sur l'écran noir de votre cerveau blanc. Et puisque c'est la semaine des choses auxquelles vous avez échappé, venons en à Jean-Jacques Bourdin de RMC-BFM, un vrai journaliste qu'on aime bien. Il reçoit Christine Lagarde, notre chère ministre de l'Économie. Voilà que l'audacieux évoque les paradis fiscaux, puis se retrouve bêtement victime d'un trou de mémoire... et ne pose pas de questions à notre économe sur son propre beau-frère, ni sur son ami Renaud Muselier qui « défiscalisent » à la pelle au paradis de Maurice ? Allez, Jean-Jacques, de la vitamine C *

LA BAKCHICH TEAM

Directeur de la publication : Xavier Monnier
• Directeur de la rédaction : Nicolas Beau
• Conseiller éditorial : Jacques-Marie Bourget
• Rédacteurs en chef : Cyril Da (Web), Pierre-Georges Grunenwald (édition) • **Chroniqueurs :** Alceste, Angelina, AC Ducoudray, Jacques Gaillard, Marc Godin, Doug Ireland, Dominique Jamet, Éric Laurent, Fabrice Nicolino, Jean-François Probst, Alain Riou, Paul Wermus • **Maquette :** Émilie Parrot, Marjorie Guigue, Victor Biscotte • **Secrétariat de rédaction :** Élodie Bui • **Correction :** Tatiana Weimer • **Rédaction :** Monsieur B, Sacha Bignon, Émile Borne, Louis Cabanes, Renaud Chenu, Éric de Saint-Léger, Lucie Delaporte, Anthony Lesme, Laurent Macabies, Simon Piel, Bertrand Rothé, Grégory Salomonovitch, Anaëlle Verzaux • **Dessinateurs :** Avoine, Bar, Baroug, Bauer, Besse, Decressac, Essi, Giemsi, Goubelle, Ray Clid, Khalid, Klub, Lacan, Large, Ludo, Magnat, Mor, Mutio, Nardo, Noël, Oliv', Pakman, Pavel, PieR Gajewski, Presse Papier, Revenu, Roy, Soulié • **Direction marketing et publicité :** Patrice Gelobter •

Groupe Bakchich, SAS au capital de 113804,60 euros
• Siège social : 121, rue de Charonne 75011 Paris •
Téléphone : 01.40.09.13.25

CPPAP : 1114 C 90017 • ISSN : 2104-7979 • Dépôt
légal : à parution • Impression : Print France Offset

Direction des ventes : GeDiF Presse/
diffusion@bakchich.info
Publicité : pub@bakchich.info
Tous les textes et dessins sont © Bakchich et/ou
leurs auteurs respectifs.

**VIRGIN MEGASTORE
A CRAQUÉ POUR**

DANCEFLOOR FG 100 TITRES / 10 ANS

**20 BOMBES DANCEFLOOR HIVER 2011
+ LE MEILLEUR DES 10 ANS**

Avec Duck Sauce, Tim Berg, Cassius, Bob Sinclar,
Swedish House Mafia, Martin Solveig, Laidback Luke,
Axwell, Hakimakli, David Guetta, Rihanna...

ACTUELLEMENT DANS LES BACS





YANN FAVENNEC Tweet and shout

ÉLU Ce député UMP de la Mayenne a la langue bien pendue et le montre, notamment sur Twitter, où il s'est fait une spécialité de balancer sur tous les sujets.

Avec ses petites lunettes sans monture et sa chemise à rayures bleues, Yannick Favennec a l'air d'un premier de la classe qui ne fait pas de vagues. Et pourtant, ce député UMP de la Mayenne ne pratique pas la langue de bois. À coups de tweets bien sentis, cet élu âgé de 52 ans tape. C'est même devenu un positionnement assez unique à l'UMP. « *Le monde politique crève de trop de manque de sincérité* », se justifie-t-il.

La Sacem, dont la Cour des comptes a critiqué la gestion ? « *Elle décourage les bénévoles et, à côté, ça se permet d'employer des méthodes de voyou.* » Dans les médias traditionnels, il dénonce aussi les scandaleuses rémunérations des dirigeants, sans oublier d'annoncer sa proposition de loi pour exempter partiellement les associations de la redevance Sacem.

FRANC-TIREUR

Plus surprenant, Favennec attaque son propre camp. Le tournant sécuritaire pris par l'UMP depuis le discours de Grenoble ? Trop c'est trop pour l'ex-giscardien, qui a travaillé auprès de François Léotard, au ministère de la Culture, puis auprès de François d'Aubert, à la Recherche : « *La sécurité ne doit pas devenir une obsession de l'UMP.* » Auparavant, c'était la loi Hadopi que critiquait l'adepte des nouvelles technologies et de la transparence. Ses nombreux coups de griffe n'épargnent pas non plus le chef de l'État. Comme certains députés de province, son style clinquant le rebute. Dans son bureau de l'Assemblée nationale, décoré de portraits de lui pris avec François Fillon et Roselyne Bachelot, Favennec cogne. « *Il ne faut pas exagérer la gra-*

vitité des révélations de WikiLeaks. Considérer que Nicolas Sarkozy soit ambitieux et susceptible ne va pas déclencher une guerre mondiale. » Puis le nostalgique de l'UDF d'ajouter : « *Le départ de Jean-Louis Borloo m'a contrarié, le gouvernement s'est RPRisé.* » Enfin, le contestataire rappelle son refus d'être allé à l'Élysée avec d'autres parlementaires, en mars dernier : « *Je préfère le terrain aux lambris de l'Élysée et sa grand-messe écrite à l'avance* », avait alors tweeté l'élu des champs. Curieusement, ses critiques ne lui ont jamais valu de remontrances de la part du Château. « *Je ne les intéresse pas*, ironise-t-il. *Réélu pourtant à 60 %, je ne suis pour eux qu'un petit député.* » Jusqu'à quand ?



DROITE RURALE

Depuis peu, le conseiller régional des Pays de la Loire a rejoint un collectif d'élus qui veut défendre le terroir et l'inscrire dans la modernité. Baptisé « la droite rurale », ce groupe veut peser pour 2012 et être traité de la même manière que la quarantaine d'élus de la droite populaire – l'aile dure de l'UMP –, chouchoutée par le chef de l'État. « *Nicolas Sarkozy a un déficit sur la ruralité*, déplore Favennec. *On veut l'aider à rattraper son retard.* » Malgré ses différends, le député rebelle n'a jamais voulu quitter le giron de l'UMP. L'alternative Dominique de Villepin, dont « *le seul moteur est la rancune* », n'est pas crédible à ses yeux. Il reste attentif au devenir de Jean-Louis Borloo et accorde sa confiance à Jean-François Copé, qui a affiché sa volonté de ménager les différentes sensibilités au sein de l'UMP. Dont la sienne ✱

PASCALE TOURNIER



Syndicat sans fil

La première « attaque téléphonique » a eu lieu le week-end dernier en Irlande. Sa cible : quelques politiques *irish* canardés par la Siptu, la plus importante union syndicale du pays. Selon le Sundayindependent.ie, la Siptu, donc, qui proteste contre la baisse annoncée du salaire minimum, aurait divulgué les numéros de téléphone personnels de plusieurs ministres et députés dans un courrier adressé à ses militants. La Toile a fait le reste et, en moins de quarante-huit heures, les syndicalistes ont inondé de coups de fil haineux des politiciens déphasés. Du militantisme sans fil !

Le revendicatif nu

Exit le drapeau rouge et les manifestations : en 2010 en Russie, la révolte se fait à poil et dans les calendriers. Prenez une poignée de filles engagées, désapez-les sur papier glacé et ajoutez un slogan politique. Voilà qui est suffisant pour capter les regards lubriques et la compassion des autorités. Pour Pravda.ru, cette méthode peu orthodoxe s'appelle le « *revendicatif nu* » et fait des émules à Omsk. Douze femmes y ont dévoilé leur anatomie pour le bien de leur région. Si c'est pas du travail de cochon.

Des suicides très QQ

QQ n'est pas une marque de papier toilette mais l'équivalent chinois de la messagerie instantanée MSN. Il y a un mois, QQ a été condamné par le tribunal de Lishui, dans le sud-ouest du pays, pour « défaut de surveillance » de deux de ses utilisateurs. Précisons que ces derniers avaient planifié leur suicide en ligne. Pour la justice chinoise, QQ est « *responsable des événements à 10 %* » et doit indemniser les familles des victimes, soit payer 6 267 euros à chacune d'entre elles. Une première qui fait mal au QQ.

TV de droite

N'en déplaise aux créateurs de programmes, il existe une recette miracle pour faire de l'audience à la télé. D'après une enquête du Hollywoodreporter.com, il suffit de prendre un républicain à tendance conservatrice (mais sans sucres ajoutés) et de lui montrer une série télé : s'il aime, c'est le succès assuré. Inutile de miser sur les goûts des démocrates, ceux-ci sont trop « *intellos et originaux* » pour coller à ceux des masses. « *Les émissions qui marchent le mieux sont celles qui donnent confiance dans nos institutions (...), pas celles qui parlent de rébellion* », conclut le reportage. Étonnant, non ?

Russileaks

WikiLeaks fait des petits. En Russie notamment, où un avocat, Alexeï Navalny, lance son propre site de fuites d'informations secrètes concernant principalement les affaires de corruption. Son site s'appelle Navalny.ru et met à disposition des internautes des documents qui épinglent les détournements de fonds effectués par des compagnies aussi importantes que Gazprom (gaz russe), Rosneft (pétrole russe) et VTP (banque). À titre d'exemple, il dévoile le détournement de 2,9 millions d'euros de fonds publics et privés par Rosneft pour la construction d'un pipeline. Seuls bémols : tout le site est en russe et Poutine s'en fout.

Black Polak

C'est un événement pour la politique intérieure de la Pologne : le pays compte pour la première fois de son histoire au sein de son Parlement un député d'origine africaine. Une nouveauté rapportée par Courrier international.com, qui dresse ainsi le portrait de John Abraham Godson, originaire du Nigeria et président de l'Institut africain polonais. L'homme, très apprécié des médias en raison de son franc-parler et des dîners africains qu'il organise pour des œuvres de charité, remplace un député devenu maire de Lodz, obligé de quitter ses fonctions prématurément. Il était temps de redonner des couleurs aux institutions polonaises.

Haut et court

Le fils aîné de Bernie Madoff s'est suicidé. Sur MSNBC.com, on apprend que Mark Madoff n'aurait pas supporté les nouvelles poursuites engagées contre « *sa gestion désastreuse* » des affaires de son père. Aux États-Unis, la macabre nouvelle fait grand bruit puisque Mark Madoff s'est donné la mort le jour anniversaire de l'arrestation de son père, il y a deux ans. À l'époque, lui et son frère s'étaient présentés en « *héros ayant limité les fraudes de Bernie* ». Posture largement remise en question par la justice qui, récemment, réclamait à la famille plusieurs milliards de dollars de dommages et intérêts. De quoi lâcher prise.

Immigrés, source de blé !

Les immigrés sont vraiment méchants, ils prennent l'argent des bons Français à hauteur de 47,9 milliards d'euros. Un gros pactole à faire pleurer un militant FN. Sauf que, selon un rapport du ministère des Affaires sociales repris par le site espagnol ABC.es, ces mêmes immigrés rapporteraient en cotisations, TVA et dépenses personnelles près de 60,3 milliards à l'État. Autrement dit, l'apport des immigrés est largement positif pour la France. Pour enfoncer le clou, le site explique que l'entrée de nouveaux immigrés permettrait de réduire le déficit des retraites. Vite, il faut prévenir Marine Le Pen ! ✱

A. C. DUCOUDRAY

VIVES INQUIÉTUDES EN CÔTE D'IVOIRE



Où trouver Bakchich Hebdo ?

Vous avez harcelé votre diffuseur, menacé les Relay ? Sans succès ? Pour toute réclamation ou information, contactez diffusion@bakchich.info